



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de règlement grand-ducal 6090

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Date de dépôt : 27-11-2009

Date de l'avis du Conseil d'État : 23-03-2010

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
27-11-2009	Déposé	6090/00	<u>3</u>
10-12-2009	Avis de la Chambre de Commerce (10.12.2009)	6090/01	<u>56</u>
23-03-2010	Avis du Conseil d'Etat (23.3.2010)	6090/02	<u>59</u>
13-04-2010	Avis de la Conférence des Présidents (13-04-2010)	6090/03	<u>62</u>
14-04-2010	Publié au Mémorial A n°59 en page 1031	6074,6084,6090	<u>65</u>

6090/00

N° 6090**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

* * *

*(Dépôt: le 27.11.2009)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (24.11.2009).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	3
4) Commentaire des articles	4
5) Directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.....	4

*

**DEPECHE DE LA MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU
PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES***(24.11.2009)*

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

En effet, le projet en question a pour objet de transposer en droit national la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins. Le délai de transposition a été fixé au 6 avril 2010.

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs, le commentaire des articles ainsi que le texte de la directive prémentionnée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Octavie MODERT

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de transposer en droit national la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins. Cette dernière a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 22 juin 2000. La directive 96/98/CE a été modifiée depuis son adoption par les directives 2001/53/CE, 2002/75/CE et 2008/67/CE, respectivement transposées en droit luxembourgeois par les règlements grand-ducaux du 31 janvier 2003, du 11 décembre 2003 et du 7 mai 2009.

La directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins est entrée en vigueur en février 1997. Elle a pour but de supprimer les entraves aux échanges dans le marché intérieur européen en ce qui concerne les équipements marins en harmonisant les législations nationales des Etats membres. Sont visés en priorité les équipements marins dont les principales conventions internationales exigent qu'ils soient obligatoirement mis à bord et qu'ils soient approuvés par les autorités nationales en conformité avec les normes de sécurité définies par les conventions et résolutions internationales.

Depuis la dernière mise à jour de la directive en juin 2008, des modifications aux conventions internationales ainsi qu'aux normes d'essai sont entrées en vigueur. Il convenait donc de modifier la directive 96/98/CE en conséquence afin de mettre la législation communautaire en harmonie avec la réglementation internationale. Il faut souligner que les mesures prévues par la directive en question sont conformes à l'avis du comité pour la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires (COSS).

Le présent projet de règlement grand-ducal reprend les dispositions de la directive 2009/26/CE qui se limite à remplacer l'annexe A de la directive 96/98/CE. Celle-ci contient tous les équipements marins qui doivent obligatoirement être approuvés avant d'être mis à bord d'un navire communautaire.

En ce qui concerne les conventions internationales, le Commissariat aux affaires maritimes voudrait préciser que la Convention SOLAS a été publiée au Mémorial par la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime (A No 58 du 12.11.1990). Depuis, les amendements à cette convention ont été systématiquement publiés au Mémorial par les arrêtés suivants:

- Arrêté grand-ducal du 13 juillet 1993 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 58 du 29.7.1993);
- Arrêté grand-ducal du 27 septembre 1994 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 110 du 16.12.1994);
- Arrêté grand-ducal du 22 juin 1998 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 57 du 22.7.1998);
- Arrêté grand-ducal du 23 mai 2003 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 82 du 17.6.2003);
- Arrêté grand-ducal du 31 mars 2004 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 63 du 30.4.2004);
- Arrêté grand-ducal du 31 juillet 2006 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 143 du 18.8.2006);
- Arrêté grand-ducal du 17 juin 2008 portant publication d'un certain nombre d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime (A No 95 du 9.7.2008).

Remarque: Un nouvel arrêté grand-ducal portant publication d'une série d'amendements aux Conventions internationales en matière maritime est actuellement en voie de publication.

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le point a) de l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins est modifié comme suit:

„a) „annexes A, A1, A2, B, C, D“: les annexes de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins amendée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009.“

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 précité est modifié comme suit:

„Sont par conséquent d'application au Luxembourg les annexes suivantes de la directive 96/98/CE du Conseil:

Annexe A.1: Equipements pour lesquels il existe déjà des normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe A.2: Equipements pour lesquels il n'existe pas de normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe B: Modules d'évaluation de la conformité;

Annexe C: Critères minimaux devant être pris en compte par les Etats membres dans la notification des organismes;

Annexe D: Marquage de conformité.“

Art. 3. Lorsqu'un équipement, classé comme „nouvel article“ dans la colonne 1 de l'annexe A.1 ou transféré de l'annexe A.2 à l'annexe A.1 a été fabriqué avant le 6 avril 2010 conformément aux procédures d'approbation de type déjà en vigueur avant cette date, il peut être placé sur le marché et à bord d'un navire battant pavillon luxembourgeois jusqu'au 6 avril 2012.

Art. 4. Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er

L'article 1er modifie la définition des annexes afin de tenir compte des modifications apportées par la directive transposée par le présent projet.

Ad article 2

L'article 2 remplace les annexes A.1 et A.2 afin de tenir compte des amendements aux conventions internationales ainsi qu'aux normes d'essai adoptées depuis la dernière modification de la directive.

Ad article 3

L'article 3 donne un délai supplémentaire pour la mise sur le marché des nouveaux instruments qui ont été ajoutés à la liste des équipements marins repris dans l'annexe. Pour peu qu'ils aient été fabriqués avant le 6 avril 2010, ils peuvent être mis sur le marché ou à bord des navires battant pavillon luxembourgeois jusqu'au 6 avril 2012.

Pour rappel, l'annexe A.1 reprend la liste des équipements pour lesquels des normes internationales ont été adoptées. Tous ces équipements mis à bord d'un navire battant pavillon luxembourgeois doivent être conformes aux prescriptions de la directive. Le délai supplémentaire prévu à l'article 2 a pour but de permettre la liquidation des instruments déjà produits et se trouvant dans les stocks des constructeurs.

Ad article 4

Cet article n'appelle pas de commentaires particuliers.

*

DIRECTIVE 2009/26/CE DE LA COMMISSION du 6 avril 2009

modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins¹, et notamment son article 17,

considérant ce qui suit:

(1) Aux fins de la directive 96/98/CE, les conventions internationales et les normes d'essai doivent s'appliquer dans leur version actualisée.

(2) Etant donné que des amendements aux conventions internationales et aux normes d'essai internationales applicables sont entrés en vigueur depuis le 30 juin 2008, date à laquelle la directive 96/98/CE a été modifiée pour la dernière fois, il convient, dans un souci de clarté, d'intégrer ces amendements dans la directive en question.

(3) L'Organisation maritime internationale et les organismes européens de normalisation ont adopté des normes, y compris des normes d'essai détaillées, pour plusieurs équipements figurant dans l'annexe A.2 de la directive 96/98/CE ou qui, bien que non mentionnés dans cette annexe, sont considérés comme entrant en ligne de compte pour l'application de ladite directive. Il convient dès lors, selon le

¹ JO L 46 du 17.2.1997, p. 25.

cas, d'inclure lesdits équipements dans l'annexe A.1 ou de les transférer de l'annexe A.2 dans l'annexe A.1.

(4) Il y a lieu de modifier la directive 96/98/CE en conséquence.

(5) Les mesures prévues par la présente directive sont conformes à l'avis du comité pour la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires (COSS),

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE:

Article premier

L'annexe A de la directive 96/98/CE est remplacée par le texte de l'annexe de la présente directive.

Article 2

Lorsqu'un équipement, classé comme „nouvel article“ dans la colonne 1 de l'annexe A.1 de la directive 96/98/CE ou transféré de l'annexe A.2 à l'annexe A.1 de cette directive, a été fabriqué avant la date visée à l'article 3, paragraphe 1, de la présente directive, conformément aux procédures d'approbation de type déjà en vigueur avant cette date à l'intérieur du territoire d'un Etat membre, il peut être placé sur le marché et à bord d'un navire communautaire dans les deux ans qui suivent la date en question.

Article 3

Transposition

1. Les Etats membres adoptent et publient, au plus tard le 6 avril 2010, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Ils appliquent ces dispositions à partir du 6 avril 2010.

Lorsque les Etats membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les Etats membres.

2. Les Etats membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

Article 4

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Article 5

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

FAIT à Bruxelles, le 6 avril 2009.

Par la Commission,
Antonio TAJANI
Vice-Président

*

ANNEXES

„ANNEXE A

Sigles et abréviations

A1: amendement 1 concernant des documents normatifs autres que ceux de l'OMI.

A2: amendement 2 concernant des documents normatifs autres que ceux de l'OMI.

AC: amendement rectificatif concernant des documents normatifs autres que ceux de l'OMI.

CAT: catégorie d'équipement radar au sens du point 1.3 de la norme CEI 62388 (2007).

Circ.: circulaire.

COLREG (*International Regulations for Preventing Collisions at Sea*): règlement international pour prévenir les abordages en mer.

COMSAR: sous-comité des radiocommunications et de la recherche et du sauvetage de l'OMI.

EN: norme européenne.

ETSI: Institut européen des normes de télécommunications.

Recueil FSS: recueil international des règles applicables aux systèmes de protection contre l'incendie.

FTP: recueil international pour l'application des méthodes d'essai au feu.

Recueil HSC: recueil international de règles de sécurité applicables aux engins à grande vitesse.

Recueil IBC: recueil international de règles sur les transporteurs de produits chimiques.

OACI: Organisation de l'aviation civile internationale.

CEI: Commission électrotechnique internationale.

OMI: Organisation maritime internationale.

ISO (*International Standardisation Organisation*): Organisation internationale de normalisation.

UIT: Union internationale des télécommunications.

LSA (*Life saving appliance*): engin de sauvetage.

MARPOL: convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires.

MEPC: comité de la protection du milieu marin.

CSM: comité de la sécurité maritime.

NO_x: oxydes d'azote.

SOLAS: convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

SO_x: oxydes de soufre.

Règ.: règle.

Rés.: résolution.

*

ANNEXE A.1

**Equipements pour lesquels il existe déjà des normes d'essai détaillées
dans les instruments internationaux**

Notes concernant l'ensemble de l'annexe A.1

- a) Remarque générale: outre les normes d'essai expressément mentionnées, un certain nombre de dispositions, dont le respect doit être contrôlé au cours de l'examen de type (inclus dans l'approbation de type) prévu dans les modules d'évaluation de la conformité définis dans l'annexe B, figurent dans les règles applicables des conventions internationales et les résolutions et circulaires applicables de l'OMI.
- b) Colonne 5: lorsqu'il est fait référence aux résolutions de l'OMI, seules sont applicables les normes d'essai contenues dans les parties pertinentes des annexes des résolutions, à l'exclusion des dispositions des résolutions elles-mêmes.

- c) Colonne 5: les conventions et normes d'essai internationales s'appliquent dans leur version actualisée. Pour permettre de déterminer avec précision les normes applicables, il faut que les rapports d'essai, les certificats de conformité et les déclarations de conformité mentionnent la norme appliquée avec sa version.
- d) Colonne 5: lorsque deux séries de normes sont séparées par la conjonction „ou“, chacune d'elles remplit l'ensemble des exigences d'essai requises pour satisfaire aux normes de fonctionnement des équipements définies par l'OMI; par conséquent, une seule des deux séries suffit pour apporter la preuve de la conformité avec les exigences des instruments internationaux applicables. En revanche, lorsque d'autres séparateurs (virgule) sont utilisés, toutes les normes mentionnées s'appliquent.
- e) Colonne 6: par „module H“, il faut comprendre „module H plus certificat d'examen“.
- f) Les exigences figurant dans la présente annexe s'entendent sans préjudice des prescriptions de transport prévues par les conventions internationales.

1. Engins de sauvetage

Notes concernant le point 1 – Engins de sauvetage

Colonne 4: OMI CSM/Circ. 980 s'applique sauf en cas de remplacement par les instruments spécifiques mentionnés dans la colonne 4.

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/1. A1	Bouées de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.2	Feux de localisation pour engins de sauvetage: a) pour engins de sauvetage et canots de secours b) pour bouées de sauvetage c) pour brassières de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/22, – Règ. III/26, – Règ. III/32, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) II, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – ISO 24408 (2005).	B + D B + E B + F
A.1/1.3	Signaux fumigènes à déclenchement automatique pour bouées de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/1.4	Brassières de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/22, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – OMI CSM/Circ.922.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.5	Combinaisons d'immersion et de sauvetage non répertoriées comme brassières de sauvetage: – isolées ou non isolées	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/22, – Règ. III/32, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.6	Combinaisons d'immersion et de sauvetage répertoriées comme brassières de sauvetage: – isolées ou non isolées	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/7, – Règ. III/22, – Règ. III/32, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.7	Moyens de protection thermique	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/22, – Règ. III/32, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, II, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.8	Feux à main (pyrotechnie)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/6, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, III, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/1.9	Signaux manuels (pyrotechnie)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, III, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.10	Signaux fumigènes flottants (pyrotechnie)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, III.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.11	Appareils lance-amarres	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/18, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VII, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.12	Radeaux de sauvetage gonflables	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/13, – Règ. III/21, – Règ. III/26, – Règ. III/31, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – OMI CSM/Circ.811.	– Rés. OMI CSM.81(70), – ISO 15738 (2002).	B + D B + E B + F
A.1/1.13	Radeaux de sauvetage rigides	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/21, – Règ. III/26, – Règ. III/31, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – OMI CSM/Circ.811.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.1006.	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/1.14	Radeaux de sauvetage à redressement automatique	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – OMI CSM/Circ.809, y compris Add.1, – OMI CSM/Circ.811.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.809, y compris Add.1, – OMI CSM/Circ.1006 – ISO 15738 (2002).	B + D B + E B + F
A.1/1.15	Radeaux de sauvetage réversibles munis d'une tente	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, annexe 10, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, annexe 11, – OMI CSM/Circ.809, y compris Add.1, – OMI CSM/Circ.811.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.809, y compris Add. 1, – OMI CSM/Circ.1006, – ISO 15738 (2002).	B + D B + E B + F
A.1/1.16	Dispositifs permettant aux radeaux de sauvetage de surnager librement (dispositifs de largage hydrostatique)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/13, – Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – OMI CSM/Circ.811.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.17	Embarcations de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/21, – Règ. III/31, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.1006.	B + D B + F G

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/1.18	Canots de secours rigides	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/21, – Règ. III/31, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, V, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.1006.	B + D B + F G
A.1/1.19	Canots de secours gonflés	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/21, – Règ. III/31, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, V, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – ISO 15372 (2000).	B + D B + F G
A.1/1.20	Canots de secours rapides	– Règ. III/4,	– Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, V, – OMI CSM/Circ.809, y compris Add.1, – OMI CSM/Circ.1016, – OMI CSM/Circ.1094.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.1006, – ISO 15372 (2000).	B + D B + F G
A.1/1.21	Dispositifs de mise à l'eau utilisant des garants (bossoirs)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/23, – Règ. III/33, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F G
A.1/1.22	Dispositifs de mise à l'eau par dégagement libre pour engins de sauvetage	Transféré à l'annexe A.2/1.3			
A.1/1.23	Dispositifs de mise à l'eau en chute libre pour embarcations de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/16, – Règ. III/23, – Règ. III/33, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/1.24	Dispositifs de mise à l'eau des radeaux de sauvetage (bossoirs)	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/12, – Règ. III/16, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F G
A.1/1.25	Dispositifs de mise à l'eau des canots de secours rapides (bossoirs)	– Règ. III/4,	– Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – OMI CSM/Circ.809, y compris Add.1.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F G
A.1/1.26	Dispositifs de largage: a) des embarcations de sauvetage et des canots de secours b) des radeaux de sauvetage mis à l'eau par un ou plusieurs garants	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/16, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.27	Systèmes d'évacuation marins	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/15, – Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – ISO 15738 (2002).	B + F G
A.1/1.28	Moyens de secours	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70), – OMI CSM/Circ.810, – ISO 15738 (2002).	B + D B + F
A.1/1.29 Ex A.2/1.4	Echelles d'embarquement	– Règ. III/4, – Règ. III/11, – Règ. X/3.	– Règ. III/11, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000).	– Rés. OMI CSM.81(70), – ISO 5489 (2008).	B + D B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/1.30	Matériaux rétro réfléchissants	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI A.658(16).	B + D B + E B + F
A.1/1.31	Emetteurs-récepteurs radiotéléphoniques à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage	Transféré à l'annexe A.1/5.17 et à l'annexe A.1/5.18			
A.1/1.32	Répondeur radar 9 GHz (SART)	Transféré à l'annexe A.1/4.18			
A.1/1.33	Réflecteur radar pour embarcations de sauvetage et canots de secours	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, V, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, – Rés. OMI CSM.164(78).	– EN ISO 8729 (1998).	B + D B + E B + F G
A.1/1.34	Compas pour embarcations de sauvetage et canots de secours	Transféré à l'annexe A.1/4.23			
A.1/1.35	Extincteurs portatifs pour embarcations de sauvetage et canots de secours	Transféré à l'annexe A.1/3.38			
A.1/1.36	Moteur de propulsion pour embarcations de sauvetage et canots de secours	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) IV, V.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.37	Moteur de propulsion de canot de secours – moteur hors-bord	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) V.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.38	Projecteurs pour embarcations de sauvetage et canots de secours	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, V, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– Rés. OMI CSM.81(70).	B + D B + E B + F
A.1/1.39	Radeaux de sauvetage ouverts et réversibles	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, annexe 10, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, annexe 11.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) annexe 10, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Code HSC de 2000) annexe 11, – ISO 15738 (2002).	B + D B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/1.40	Appareils de hissage du pilote	Transféré à l'annexe A.1/4.48			
A.1/1.41	Treuils pour engins de sauvetage et canots de secours	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/4, – Règ. X/3. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/16, – Règ. III/17, – Règ. III/23, – Règ. III/24, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8. 	– Rés. OMI CSM.81(70).	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/1.42	Echelle de pilote	Transféré à l'annexe A.1/4.49			

2. Prévention de la pollution marine

Article No	Nom de l'article	Règle MARPOL 73/78, qui requiert une „approbation de type“	Règles MARPOL 73/78 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/2.1	Système de filtrage des hydrocarbures (pour un effluent dont la teneur en hydrocarbures ne dépasse pas 15 ppm)	– Annexe I, Règ. 14.	– Annexe I, Règ. 14.	– Rés. OMI MEPC.107(49).	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F
A.1/2.2	Détecteurs d'interface hydrocarbures/eau	– Annexe I, Règ. 32.	– Annexe I, Règ. 32.	– Rés. OMI MEPC.5(XIII).	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F
A.1/2.3	Détecteurs d'hydrocarbures	– Annexe I, Règ. 14.	– Annexe I, Règ. 14.	– Rés. OMI MEPC.107(49).	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F
A.1/2.4	Unités de traitement destinées à être adaptées aux séparateurs d'eau polluée par les hydrocarbures (pour un effluent dont la teneur en hydrocarbures ne dépasse pas 15 ppm)	Intentionnellement blanc			
A.1/2.5	Dispositif de surveillance continue et de contrôle des rejets d'hydrocarbures des pétroliers	– Annexe I, Règ. 31.	– Annexe I, Règ. 31.	– Rés. OMI MEPC.108(49).	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle MARPOL 73/78, qui requiert une „approbation de type“	Règles MARPOL 73/78 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/2.6	Installations de traitement des eaux usées	– Annexe IV, Règ. 9.	– Annexe IV, Règ. 9.	– Rés. OMI MEPC.2(VI).	B + D B + E B + F
A.1/2.7	Incinérateurs de bord	– Annexe VI, Règ. 16.	– Annexe VI, Règ.16.	– Rés. OMI MEPC.76(40).	B + D B + E B + F G
A.1/2.8 Ex A.2/2.1	Dispositifs de contrôle et d'enregistrement à bord pour le NO _x	– Annexe VI, Règ. 13, – Code technique NO _x .	– Annexe VI, Règ. 13, – Code technique NO _x	– Rés. OMI MEPC.103(49).	B + D B + E B + F G
A.1/2.9 Ex A.2/2.4	Autres méthodes technologiques pour limiter les émissions de SO _x	– Annexe VI, Règ. 14.	– Annexe VI, Règ. 14.	– Rés. OMI MEPC.170(57)	B + D B + E B + F G

3. Equipements de protection contre les incendies

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.1	Sous-couches de revêtement de pont	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/6, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/6, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 2 et partie 6, et annexe 2, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D
A.1/3.2	Extincteurs portatifs	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 4.	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/10, – Règ. II-2/19, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI A.951(23), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – Recueil FSS) 4, – OMI CSM/Circ.1239, – OMI CSM/Circ.1275.	– EN 3-6 (1995), y compris A1 (1999), – EN 3-7 (2004), y compris A1 (2007), – EN 3-8 (2006), y compris AC (2007), – EN 3-9 (2006), y compris AC (2007).	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.3	Equipement de pompier: vêtement protecteur (vêtement d'approche du feu)	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– EN 469 (2005), y compris A1 (2006) et AC (2006), – EN 531 (1995), y compris A1 (1998), – EN 1486 (2007), ou – ISO 15538 (2001).	B + D B + E B + F
A.1/3.4	Equipement de pompier: bottes	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– EN ISO 20344 (2004), y compris A1 (2007) et AC (2005), – EN ISO 20345 (2004), y compris A1 (2007) et AC (2007).	B + D B + E B + F
A.1/3.5	Equipement de pompier: gants	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– EN 659 (2003), y compris A1 (2008).	B + D B + E B + F
A.1/3.6	Equipement de pompier: casque	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– EN 443 (2008).	B + D B + E B + F
A.1/3.7	Appareil respiratoire autonome à air comprimé <i>Note:</i> dans les accidents impliquant des marchandises dangereuses, un masque à pression positive est requis.	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– EN 136 (1998), y compris AC (1999) et AC (2003), – EN 137 (2006).	B + D B + E B + F
A.1/3.8	Appareil respiratoire à adduction d'air comprimé	– Règ. X/3. <i>Note:</i> cet article ne figure pas dans les règles du nouveau chapitre II-2 [Rés. OMI CSM.99(73)] ou dans le Recueil FSS [Rés. OMI CSM.98(73)].	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– EN 14593-1 (2005), – EN 14593-2 (2005), – EN 14594 (2005).	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.9	Composants de dispositifs automatiques d'extinction par eau diffusée pour les compartiments de logement, les locaux de service et les postes de sécurité équivalents à ceux visés dans la règle SOLAS 74 II-2/12 (uniquement diffuseurs et essais de fonctionnement)	– Règ. II-2/7, – Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 8.	– Règ. II-2/7, – Règ. II-2/9, – Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 8.	– Rés. OMI A.800(19).	B + D B + E B + F G
A.1/3.10 Ex A.2/3.11	Diffuseurs pour dispositifs fixes d'extinction d'incendie par projection d'eau sous pression destinés aux locaux de machines et aux chambres des pompes à cargaison	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– OMI CSM/Circ.1165.	B + D B + E B + F G
A.1/3.11	Cloisonnements de types „A“ et „B“, intégrité au feu: a) cloisonnements de type „A“ b) cloisonnements de type „B“	Type „A“: – Règ. II-2/3.2, Type „B“: – Règ. II-2/3.4.	– Règ. II-2/9, et Type „A“: – Règ. II-2/3.2, Type „B“: – Règ. II-2/3.4.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, et annexe 2, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.12	Dispositifs empêchant le passage des flammes vers les citernes à cargaison des navires-citernes	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/16.	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/16.	– EN 12874 (2001), – ISO 15364 (2007), – OMI CSM/Circ.677, – OMI CSM/Circ.1009.	B + F
A. 1/3.13	Matériaux non combustibles	– Règ. II-2/3, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/5, – Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 1, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.14	Matériaux autres que l'acier pour tuyaux traversant des cloisonnements de type „A“ ou „B“	Article inclus dans l'annexe A.1/3.26 et dans l'annexe A.1/3.27			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.15	Matériaux autres que l'acier pour tuyaux amenant des hydrocarbures ou des liquides combustibles: a) tuyautages et accessoires b) robinetterie c) assemblages de conduites souples	– Règ. II-2/4, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/4, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, 10, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, 10, – OMI CSM/Circ.1120.	– Rés. OMI A.753(18), – ISO 15540 (1999), y compris corrigendum 1 (1999), – ISO 15541 (1999).	B + D B + E B + F
A.1/3.16	Portes coupe-feu	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, – OMI CSM/Circ.1120, – OMI CSM.1/Circ.1273.	B + D B + E B + F G
A.1/3.17	Eléments de systèmes de commande de portes coupe-feu <i>Note:</i> si les termes „éléments du système“ apparaissent dans la colonne 2, cela peut signifier qu'un seul élément, un groupe d'éléments ou tout le système doivent être testés afin de vérifier s'ils répondent aux exigences internationales.	– Règ. II-2/9, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 4.	B + D B + E B + F
A.1/3.18	Matériaux de surface et revêtements de sol à faible pouvoir propagateur de flamme: a) placage décoratif b) systèmes de peinture c) revêtements de sol d) coquilles isolantes e) adhésifs utilisés dans la construction des cloisonnements des types „B“ et „C“ f) gaines combustibles	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/5, – Règ. II-2/6, – Règ. II-2/9, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/5, – Règ. II-2/6, – Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – OMI CSM/Circ.1120.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 2 et partie 5, et annexe 2, – OMI CSM/Circ.1120, – ISO 1716 (2002). <i>Note:</i> lorsque le matériel de surface ne doit pas avoir un pouvoir calorifique supérieur à une certaine valeur, la mesure doit être effectuée conformément à la norme ISO 1716.	B + D B + E B + F
A.1/3.19	Tentures, rideaux et autres éléments textiles suspendus	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/9, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 7, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.20	Mobilier rembourré	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/5, – Règ. II-2/9, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/5, – Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 8, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.21	Articles de literie	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/9, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/3, – Règ. II-2/9, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 9, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.22	Clapets coupe-feu	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.23	Gaines non combustibles traversant des cloisonnements de type „A“	Transféré à l'annexe A.1/3.26			
A.1/3.24	Gaines de câble électrique traversant des cloisonnements de type „A“	Transféré à l'annexe A.1/3.26			
A.1/3.25	Fenêtres et hublots antifeu des types „A“ et „B“	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9, – OMI CSM/Circ.847, – OMI CSM/Circ.1120.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, – OMI CSM/Circ.1120, – OMI CSM.1/Circ.1203.	B + D B + E B + F
A.1/3.26	Ouvertures pratiquées dans les cloisonnements de type „A“ pour le passage de: a) gaines de câbles électriques b) tuyaux, conduits, puits, etc.	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9, – OMI CSM.1/Circ.1276.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.27	Ouvertures pratiquées dans les cloisonnements de type „B“ pour: a) les gaines de câbles électriques b) les tuyaux, conduits, puits, etc.	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 3, – OMI CSM/Circ.1120.	B + D B + E B + F
A.1/3.28	Dispositifs automatiques d'extinction par eau diffusée (limités aux diffusions)	– Règ. II-2/7, – Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 8.	– ISO 6182-1 (2004), ou – EN 12259-1 (1999) y compris A1 (2001), A2 (2004) et A3 (2006).	B + D B + E B + F

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/3.29	Manches d'incendie	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– EN 14540 (2004), y compris A1 (2007).	B + D B + E B + F
A.1/3.30	Équipement portatif d'analyse de l'oxygène et de détection de gaz	– Règ. II-2/4, – Règ. VI/3.	– Règ. II-2/4, – Règ. VI/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 15.	– EN 60945 (2002), – CEI 60092-504 (2001), – CEI 60533 (1999), et, selon le cas, soit: a) Catégorie 1 (zone de sécurité): – EN 50104 (2002) y compris A1 (2004) (Oxygène), – EN 60079-29-1 (2007). b) Catégorie 2 (atmosphères gazeuses explosibles): – EN 50104 (2002) y compris A1 (2004) (Oxygène), – EN 60079-29-1 (2007), – CEI 60079-0 (2004), – CEI 60079-1 (2007), – CEI 60079-10 (2002), – CEI 60079-11 (2006). – CEI 60079-15 (2005), – CEI 60079-26 (2006).	B + D B + E B + F
A.1/3.31	Diffuseurs pour dispositifs automatiques fixes d'extinction par eau diffusée pour engins à grande vitesse (HSC)	– Règ. X/3.	– OMI CSM/Circ.912, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.44(65).	B + D B + E B + F G
A.1/3.32	Matériaux antifeu (sauf mobilier) pour engins à grande vitesse	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 10.	B + D B + E B + F
A.1/3.33	Matériaux antifeu pour mobilier d'engins à grande vitesse	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 10.	B + D B + E B + F
A.1/3.34	Cloisonnements anti-feu pour engins à grande vitesse	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 11.	B + D B + E B + F
A.1/3.35	Portes coupe-feu pour engins à grande vitesse	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 11.	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.36	Clapets coupe-feu pour engins à grande vitesse	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – OMI CSM/Circ.1120.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 11.	B + D B + E B + F
A.1/3.37	Ouvertures pratiquées dans les cloisonnements antifeu pour engins à grande vitesse pour le passage de: a) gaines de câbles électriques b) tuyaux, conduits, puits, etc.	– Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FIT), annexe 1, partie 11.	B + D B + E B + F
A.1/3.38	Extincteurs portatifs pour embarcations de sauvetage et canots de secours	– Règ. III/4, – Règ. X/3.	– Règ. III/34, – Rés. OMI A.951(23), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, V, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.	– EN 3-6 (1995), y compris A1 (1999), – EN 3-7 (2004), y compris A1 (2007), – EN 3-8 (2006), y compris AC (2007).	B + D B + E B + F
A.1/3.39	Diffuseurs pour dispositifs équivalents d'extinction d'incendie par diffusion d'eau en brouillard pour locaux de machines et chambres des pompes à cargaison	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– OMI CSM/Circ.1165.	B + D B + E B + F
A.1/3.40	Systèmes d'éclairage à faible hauteur (composants)	– Règ. II-2/13, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 11.	– Règ. II-2/13, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 11.	– Rés. OMI A.752(18), ou – ISO 15370 (2001).	B + D B + E B + F G
A.1/3.41	Appareil respiratoire pour l'évacuation d'urgence (EEBD)	– Règ. II-2/13.	– Règ. II-2/13, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3, – OMI CSM/Circ.849.	– EN 402 (2003), – EN 1146 (2005), – EN 13794 (2002), – ISO 23269-1 (2008).	B + D B + E B + F
A.1/3.42	Composants de dispositifs à gaz inerte	– Règ. II-2/4.	– Règ. II-2/4, – Rés. OMI A.567(14), – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 15, – OMI CSM/Circ.353, – OMI CSM/Circ.387, – OMI CSM/Circ.485, – OMI CSM/Circ.731, – OMI CSM/Circ.1120.	– OMI CSM/Circ.353, – OMI CSM/Circ.387, – OMI CSM/Circ.450/rév.1, – OMI CSM/Circ.485, – OMI CSM/Circ.731.	B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.43	Diffuseurs pour systèmes d'extinction (manuels ou automatiques) pour matériel de friture	– Règ. II-2/1, – Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/1, – Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– ISO 15371 (2000).	B + D B + E B + F G
A.1/3.44	Equipement de pompier – câble de secours	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	– Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 1, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3.	B + D B + E B + F
A.1/3.45	Composants de dispositifs fixes d'extinction d'incendie au gaz équivalents (moyens d'extinction des incendies, vannes de tête et diffuseurs) pour locaux de machines et chambres des pompes à cargaison	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 5.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 5, – OMI CSM/Circ.848.	– OMI CSM/Circ.848, – OMI CSM.1/Circ.1267.	B + D B + E B + F
A.1/3.46	Dispositifs fixes d'extinction d'incendie au gaz équivalents pour locaux de machines (diffuseurs d'aérosols)	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 5.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 5.	– OMI CSM.1/Circ.1270.	B + D B + E B + F
A.1/3.47	Concentré pour dispositifs fixes d'extinction à mousse à haut foisonnement pour locaux de machines et chambres des pompes à cargaison <i>Note:</i> les dispositifs d'extinction d'incendie à mousse à haut foisonnement fixes ou à air intérieur pour les locaux de machines et les chambres des pompes à cargaison doivent être testés avec le concentré approuvé et être jugés satisfaisants par l'administration.	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6, – OMI CSM.1/Circ.1239.	– OMI CSM/Circ.670.	B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/3.48	Composants de dispositifs fixes d'extinction d'incendie par eau à action directe destinés à être utilisés dans les locaux de machines de type „A“ (diffuseurs et essais de fonctionnement)	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– OMI CSM/Circ.913, – OMI CSM.1/Circ.1276.	B + D B + E B + F
A.1/3.49 Ex A.2/3.2	Diffuseurs pour dispositifs fixes d'extinction d'incendie par projection d'eau sous pression destinés aux locaux de catégorie spéciale, aux espaces rouliers pour les marchandises, aux espaces rouliers et aux espaces pour les véhicules	– Règ. II-2/19, – Règ. II-2/20, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– Règ. II-2/19, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– OMI CSM.1/Circ.1272.	B + D B + E B + F
A.1/3.50	Vêtement protecteur résistant aux attaques chimiques	Transféré à l'annexe A.2/3.9			
A.1/3.51	Composants de dispositifs fixes de détection et d'avertissement d'incendie pour postes de commande, locaux de service, compartiments d'habitation, balcons de cabine et salles des machines avec ou sans surveillance humaine	– Règ. II-2/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 9.	– Règ. II-2/7.2.2, – Règ. II-2/7.4, – Règ. II-2/7.4.1, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 9, – OMI CSM.1/Circ.1242.	<p>Equipement de contrôle et de signalisation. Installations électriques à bord des navires: – EN 54-2 (1997) y compris AC(1999) et A1(2006).</p> <p>Equipement d'alimentation électrique: – EN 54-4 (1997) y compris AC(1999), A1(2002) et A2(2006).</p> <p>Détecteurs de chaleur – Détecteurs ponctuels: – EN 54-5 (2000) y compris A1(2002).</p> <p>Détecteurs de fumée – Détecteurs ponctuels fonctionnant suivant le principe de la diffusion de la lumière, de la transmission de la lumière ou de l'ionisation: – EN 54-7 (2000) y compris A1(2002) et A2(2006).</p> <p>Détecteurs de flamme – Détecteurs ponctuels: – EN 54-10 (2002) y compris A1(2005).</p> <p>Avertisseurs d'incendie à commande manuelle: – EN 54-11 (2001) y compris A1(2005).</p>	B + D B + E B + F

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
				Et, selon le cas, installations électriques et électroniques à bord des navires: – CEI 60092-504 (2001), – CEI 60533 (1999).	
A.1/3.52	Extincteurs non portatifs et transportables	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 4.	– Règ. II-2/4, – Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 4.	– EN 1866 (1998), – EN 1866-1 (2007), ou – ISO 11601 (1999).	B + D B + E B + F
A. 1/3.53	Dispositifs d'alarme	– Règ. II-2/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 9.	– Règ. II-2/7, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 9.	Dispositifs sonores – EN 54-3 (2001) y compris A1(2002) et A2(2006), – CEI 60092-504 (2001), – CEI 60533 (1999).	B + D B + E B + F
A.1/3.54	Equipement fixe d'analyse de l'oxygène et de détection de gaz	– Règ. II-2/4, – Règ. VI/3.	– Règ. II-2/4, – Règ. VI/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 15.	– EN 60945 (2002), – CEI 60092-504 (2001), – CEI 60533 (1999), et, selon le cas, soit: a) Catégorie 4: (zone de sécurité) – EN 50104 (2002) y compris A1 2004 (Oxygène). b) Catégorie 3: (atmosphères gazeuses explosibles) – EN 50104 (2002) y compris A1 2004 (Oxygène), – EN 60079-29-1 (2007).	B + D B + E B + F
A.1/3.55 Ex A.2/3.4	Ajutages de type combiné (diffusion/jet)	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7.	– EN 15182-1 (2007), – EN 15182-3 (2007).	B + D B + E B + F
A.1/3.56 Ex A.2/3.14	Manches d'incendie (à enrouler)	– Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000).	– EN 671-1 (2001), y compris AC (2002).	B + D B + E B + F

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/3.57 Ex A.2/3.28	Composants de dispositifs d'extinction de l'incendie à mousse à foisonnement moyen – diffuseurs à mousse fixes pour pétroliers	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10.8.1, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 14, – OMI CSM.1/Circ.1239, – OMI CSM.1/Circ.1276.	– OMI CSM/Circ.798.	B + D B + E B + F
A.1/3.58 Ex A.2/3.29	Composants de dispositifs fixes d'extinction de l'incendie à mousse à bas foisonnement pour les locaux de machines et la protection de ponts de pétroliers	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6, 14, – OMI CSM.1/Circ.1239, – OMI CSM.1/Circ.1276.	– OMI CSM/Circ.582 et corrigendum 1.	B + D B + E B + F
A.1/3.59 Ex A.2/3.30	Mousse à foisonnement pour dispositifs fixes d'extinction de l'incendie pour les chimiquiers	– Rés. OMI CSM.4(48) – (Recueil IBC).	– Rés. OMI CSM.4(48) – (Recueil IBC).	– OMI CSM/Circ.553, – OMI CSM/Circ.582, – OMI CSM/Circ.799.	B + D B + E B + F G
A.1/3.60 (nouvel article)	Diffuseurs pour dispositifs fixes d'extinction d'incendie par projection d'eau sous pression destinés aux balcons de cabine	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– OMI CSM.1/Circ.1268.	B + D B + E B + F
A.1/3.61 (nouvel article)	Dispositifs à mousse à haut foisonnement à air intérieur pour la protection des locaux de machines et chambres des pompes à cargaison	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6.	– OMI CSM.1/Circ.1271.	B + D B + E B + F

4. Equipements de navigation

Notes concernant le point 4 – Equipements de navigation

Colonne 5: lorsqu'il est fait référence aux séries EN 61162 ou CEI 61162, la spécification de l'article prévu est prise en compte pour déterminer quelle est la norme applicable de la série EN 61162 ou de la série CEI 61162.

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.1	Compass magnétique	– Règ. V/18.	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.382(X), – Rés. OMI A.694(17).	– EN ISO 449 (1999), – EN ISO 694 (2001), – ISO 1069 (1973), – ISO 2269 (1992), – EN 60945 (2002), ou – ISO 449 (1997), – ISO 694 (2000), – ISO 1069 (1973), – ISO 2269 (1992), – CEI 60945 (2002).	B + D B + E B + F G
A.1/4.2	Indicateur de cap à transmission (THD) de type magnétique	– Règ. V/18, – Règ. V/19, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13,	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. – Rés. OMI CSM.116(73).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162; – ISO 22090-2 (2004), y compris corrigendum 2005, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. – ISO 22090-2 (2004), y compris corrigendum 2005.	B + D B + E B + F G
A.1/4.3	Gyrocompas	– Règ. V/18.	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.424(XI), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.191(79).	– EN ISO 8728 (1998), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – ISO 8728 (1997), – CEI 60945 (2002) – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008).	B + D B + E B + F G
A.1/4.4	Equipement radar	Transféré aux annexes A.1/4.34, A.1/4.35 et A.1/4.36			
A.1/4.5	Aide de pointage radar automatique (ARPA)	Transféré à l'annexe A.1/4.34			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.6	Sondeur à écho	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.224 (VII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.74(69), annexe 4, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN ISO 9875 (2001), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – ISO 9875 (2000), – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.7	Equipement de mesure de vitesse et de distance (SDME)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.824(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.96(72), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61023 (2007), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61023 (2007), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.8	Indicateur d'angle de barre, de vitesse de rotation, de pas d'hélice	Transféré aux annexes A.1/4.20, A.1/4.21 et A.1/4.22			
A.1/4.9 Ex A.2/4.26	Indicateur de taux de giration	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.526(13), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – ISO 20672 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – ISO 20672 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.10	Radiogoniomètre	Intentionnellement blanc			
A.1/4.11	Equipement Loran-C	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.818(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61075 (1993), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61075 (1991), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.12	Equipement Chayka	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.818(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191 (79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61075 (1993), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61075 (1991), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.13	Navigateur Decca	Intentionnellement blanc			
A.1/4.14	Equipement GPS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – Recueil HSC de 2000), – Rés. OMI CSM.112(73), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61108-1 (2003), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61108-1 (2003), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.15	Equipement GLONASS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.113(73), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61108-2 (1998), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61108-2 (1998), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.16	Système de contrôle de route	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.342(IX), – Rés. OMI A.694(17) – Rés. OMI CSM.64(67), annexe 3, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN ISO 11674 (2001), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – ISO 11674 (2000), – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.17	Appareils de hissage du pilote	Transféré à l'annexe A.1/1.40			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.18	Répondeur radar 9 GHz (SART)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/4, – Règ. IV/14, – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/6, – Règ. IV/7, – Rés. OMI A.530(13), – Rés. OMI A.802(19), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, 14, – UIT – R M.628-3 (11/93). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – EN 61097-1 (2007), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61097-1 (2007). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.19	Équipement radar pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.37			
A.1/4.20 Ex A.2/4.27	Indicateur d'angle de barre	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.526(13), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – ISO 20673 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – ISO 20673 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.21 Ex A.2/4.28	Indicateur de vitesse de rotation	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.191(79), 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – ISO 22554 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – ISO 22554 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.22 Ex A.2/4.29	Indicateur de pas d'hélice	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – ISO 22555 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – ISO 22555 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.23	Compas pour embarcations de sauvetage et canots de secours	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/4, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) IV, V, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN ISO 613 (2001), – ISO 10316 (1990), ou <ul style="list-style-type: none"> – ISO 613 (2000), – ISO 10316 (1990). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.24	Aide de pointage radar automatique (ARPA) pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.37			
A.1/4.25	Aide de poursuite automatique (ATA)	Transféré à l'annexe A.1/4.35			
A.1/4.26	Aide de poursuite automatique (ATA) pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.38			
A.1/4.27	Aide de pointage électronique (EPA)	Transféré à l'annexe A.1/4.36			
A.1/4.28	Système de passerelle intégré	Transféré à l'annexe A.2/4.30			
A.1/4.29	Enregistreur des données du voyage (VDR)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. V/20, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/20, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.861(20), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.214(81), – Rés. OMI CSM.191 (79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 61996-1 (2007-11), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61996-1 (2007-11), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.30	Système électronique de visualisation des cartes marines (ECDIS) avec sauvegarde et système de visualisation de cartes tramées (RCDS)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.817(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.64(67), – Rés. OMI CSM.86(70), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79), – Rés. OMI CSM.232(82). <p>[La sauvegarde ECDIS et le RCDS sont applicables uniquement lorsque l'ECDIS est doté de cette fonctionnalité. Le certificat du module B doit indiquer si ces options ont fait l'objet d'essais.]</p>	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – EN 61174 (2001-12), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61174 (2008), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.31	Gyrocompas pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.821(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191 (79). 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 16328 (2001), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – ISO 16328 (2001), – CEI 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.32	Equipement AIS (système d'identification automatique) universel	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.74(69), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79), – UIT – R M. 1371-3(2007). <p><i>Note:</i> la norme UIT – R M. 1371-3(2007), annexe 3, ne s'applique que dans le respect des dispositions de la rés. OMI CSM.74(69).</p>	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – EN 61993-2 (2001), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61993-2 (2001), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.33	Système de contrôle de poursuite (en fonction lorsque la vitesse du navire se situe entre l'allure de manoeuvre minimale et 30 noeuds)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.74(69). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – EN 62065 (2002) ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62065 (2002). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.34	Equipement radar CAT 1	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19. – Rés. OMI A.278 (VIII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.823(19), – Rés. OMI CSM. 191(79), – Rés. OMI CSM.192(79), – UIT – R M. 628-3(11/93), – UIT – R M. 1177-3(06/03). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.35	Equipement radar CAT 2	– Règ. V/18.	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.278 (VIII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.191(79), – Rés. OMI CSM.192(79), – UIT – R M. 628-3(11/93), – UIT – R M. 1177-3(06/03).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007).	B + D B + E B + F G
A.1/4.36	Equipement radar CAT 3	– Règ. V/18.	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.278 (VIII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.191(79), – Rés. OMI CSM.192(79), – UIT – R M. 628-3(11/93), – UIT – R M. 1177-3(06/03).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007).	B + D B + E B + F G
A.1/4.37	Equipement radar pour applications d'engins à grande vitesse (CAT 1H, CAT 2H et CAT 3H)	– Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13.	– Rés. OMI A.278 (VIII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.820(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79) – Rés. OMI CSM.192(79) – UIT – R M. 628-3(11/93), – UIT – R M. 1177-3(06/03).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007).	B + D B + E B + F G
A.1/4.38	Equipement radar approuvé avec une option cartographique (CAT 1HC, CAT 2HC et CAT 3HC)	– Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de (2002) 13.	– Rés. OMI A.278 (VIII), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.820(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79), – Rés. OMI CSM.192(79), – UIT – R M. 628-3(11/93), – UIT – R M. 1177-3(06/03).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou – CEI 60945 (2002) , – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007).	B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.39	Réfecteur radar	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. – Rés. OMI CSM.164(78). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN ISO 8729 (1998), – EN 60945 (2002), ou – ISO 8729 (1997), – CEI 60945 (2002). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.40	Système de contrôle de route pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.822(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 16329 (2003), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – ISO 16329 (2003), – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.41	Dispositif de contrôle de route à transmission (THD), de type GNSS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.116(73), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 22090-3 (2004), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – ISO 22090-3 (2004), – CEI 60945 (2002) – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.42	Projecteur pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 17884 (2004), – EN 60945 (2002), ou – ISO 17884 (2004), – CEI 60945 (2002). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.43	Equipement de vision nocturne pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.94(72), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 16273 (2003), – EN 60945 (2002), ou – ISO 16273 (2003), – CEI 60945 (2002). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/4.44	Récepteur de signaux de balise différentiel pour équipement DGPS et DGLONASS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.114(73). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – CEI 61108-4 (2004), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – CEI 61108-4 (2004), – série CEI 61162. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.45 Ex A.2/4.21	Matériel cartographique pour radar de bord	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.817(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.64(67), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.191(79), – Rés. OMI CSM.192(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60936-3 (2002), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – EN 62388 (2008), ou – CEI 60936-3 (2002), – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), – CEI 62388 Ed.1.0(2007). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.46	Dispositif de contrôle de route à transmission (THD), de type gyroscopique	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18. – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.116(73). 	<ul style="list-style-type: none"> – ISO 22090-1 (2002), – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – ISO 22090-1 (2002), y compris corr.1 (2005), – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.47	Enregistreur des données du voyage simplifié (S-VDR)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/20. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/20, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.163(78), – Rés. OMI CSM.214(81), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – EN 61996-2 (2008), – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61996-2 (2007), – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.48 Ex A.1/1.40	Appareils de hissage du pilote	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/23. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/23, – Rés. OMI A.889(21). – OMI CSM/Circ.773. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.889(21), 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/4.49 Ex A.1/1.42	Echelle de pilote	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/23, – Règ. X/3. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/23, – Rés. OMI A.889(21) – OMI CSM/Circ.773. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.889(21), – ISO 799 (2004). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.1/4.50 nouvel article	Equipement DGPS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.114(73), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – CEI 61108-1 (2003), – CEI 61108-4 (2004), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61108-1 (2003), – CEI 61108-4 (2004), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	B + D B + E B + F G
A.1/4.51 nouvel article	Equipement DGLONASS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13, – Rés. OMI CSM.114(73), – Rés. OMI CSM.191(79). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – CEI 61108-2 (1998), – CEI 61108-4 (2004), – série EN 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008), ou <ul style="list-style-type: none"> – CEI 60945 (2002), – CEI 61108-2 (1998), – CEI 61108-4 (2004), – série CEI 61162, – CEI 62288 Ed.1.0(2008). 	B + D B + E B + F G

5. Equipements de radiocommunications

Notes concernant le point 5 – Equipements de radiocommunications

Colonne 5: au cas où les dispositions de la circulaire OMI CSM/Circ.862 et les exigences des normes d'essai du produit seraient contradictoires, ce sont les exigences de la circulaire OMI CSM/Circ.862 qui l'emportent.

Lorsqu'il est fait référence aux séries EN 61162 ou CEI 61162, la spécification de l'article prévu est prise en compte pour déterminer quelle est la norme applicable de la série EN 61162 ou de la série CEI 61162.

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/5.1	Radio à ondes métriques permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.385(X), – Rés. OMI A.524(13), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.803(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.489-2 (10/95), – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97), – UIT – R M.689-2 (11/93). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI ETS 300 162-1 V1.4.1 (2005-05), – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI EN 300 828 V1.1.1 (1998-03), – ETSI EN 301 925 V1.1.1 (2002-09), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-7 (1996), – série EN 61162, – OMI CSM/Circ.862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.2	Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (VHF)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.803(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.489-2 (10/95), – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI EN 300 828 V1.1.1 (1998-03), – ETSI EN 301 033 V1.2.1 (2005-05), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-8 (1998). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.3	Récepteur NAV-TEX	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – Rés. OMI CSM.148(77), – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.540-2 (06/90), – UIT – R M.625-3 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 065-1 V1.1.3 (2005-05), – ETSI EN 301 011 V1.1.1 (1998-09), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-6 (2005-12). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/5.4	Récepteur EGC	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.570(14), – Rés. OMI A.664(16), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI ETS 300 460 Ed.1 (1996- 05), – ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11), – ETSI EN 300 829 V1.1.1 (1998-03), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-4 (1994). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.5	Récepteur captant les renseignements sur la sécurité marine (RSM) diffusés sur ondes décimétriques (récepteur HF IDBE)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.699(17), – Rés. OMI A.700(17), – Rés. OMI A.806(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.491-1 (07/86), – UIT – R M.492-6 (10/95), – UIT – R M.540-2 (06/90), – UIT – R M.625-3 (10/95), – UIT – R M.688 (06/90). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI ETS 300 067 Ed.1 (1990- 11), – ETSI ETS 300 067/A1 Ed.1 (1993-10), – EN 60945 (2002), – série EN 61162. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.6	406 MHz EPIRB (COSPAS-SARSAT)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.662(16), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.696(17), – Rés. OMI A.810(19), – Rés. OMI CSM 36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.633-2 (05/00), – UIT – R M.690-1 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 066 V 1.3.1 (2001-01), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-2 (2002), – OMI CSM/Circ.862. <p><i>Note:</i> la circulaire OMI CSM/Circ.862 s'applique uniquement au dispositif permettant l'activation à distance, pas à la radiobalise proprement dite.</p>	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.7	RLS bande L (INMARSAT)	Intentionnellement blanc			
A.1/5.8	Récepteur de veille sur 2.182 kHz	Intentionnellement blanc			
A.1/5.9	Générateur d'alarme à deux fréquences porteuses	Intentionnellement blanc			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/5.10	Radio à ondes hectométriques (MF) permettant d'émettre et de recevoir par ASN et en radiotéléphonie <i>Note:</i> conformément aux décisions de l'OMI et de l'UIT, les exigences relatives aux générateurs d'alarme à deux fréquences porteuses et à la transmission sur H3E ne sont plus applicables dans les normes d'essai.	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/9, – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.804(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI ETS 300 373-1 V1.2.1 (2002-10), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-9 (1997), – série EN 61162, – OMI CSM/Circ.862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.11	Récepteur de veille par ASN sur ondes métriques (MF)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/9, – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.804(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97), – UIT – R M.1173 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI EN 301 033 V1.2.1 (2005-05), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-8 (1998). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.12	Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-B	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.570(14), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.808(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – CEI 61097-10 (1999), – OMI CSM/Circ 862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/5.13	Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-C	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.570(14), – Rés. OMI A.664 (16) (applicable uniquement si la STN Inmarsat-C comprend les fonctions EGC), – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.807(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI ETS 300 460 Ed.1 (1996- 05), – ETSI ETS 300 460/A1 (1997-11), – ETSI EN 300 829 V1.1.1 (1998-03), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-4 (2007), – série EN 61162, – OMI CSM/Circ.862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.14	Radio à ondes hectométriques/décamétriques (MF/HF) permettant d'émettre et de recevoir de l'ASN, de la télégraphie IDBE et de la radiotéléphonie <i>Note:</i> conformément aux décisions de l'OMI et de l'UIT, les exigences relatives aux générateurs d'alarme à deux fréquences porteuses et à la transmission sur A3H ne sont plus applicables dans les normes d'essai.	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.806(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.476-5(10/95), – UIT – R M.491-1 (07/86), – UIT – R M.492-6 (10/95), – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97), – UIT – R M.625-3 (10/95), – UIT – R M.1173 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI ETS 300 067 Ed.1 (1990- 11), – ETSI ETS 300 067/A1 Ed.1 (1993-10), – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI ETS 300 373-1 V1.2.1 (2002-10), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-9 (1997), – série EN 61162, – OMI CSM/Circ.862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.15	Récepteur de veille par ASN sur ondes hectométriques/décamétriques (MF/HF)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.806(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI COMSAR/Circ.32, – UIT – R M.493-12 (03/07), – UIT – R M.541-8 (10/97). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 338 V1.2.1 (1999-04), – ETSI EN 301 033 V1.2.1 (2005-05), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-3 (1994), – CEI 61097-8 (1998). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/5.16	Appareil aéronautique émetteur-récepteur radiotéléphonique à ondes métriques	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/7, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – Rés. OMI CSM.80(70), – OMI COMSAR/Circ.32, – Convention de l'OACI, annexe 10, règles radio. 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 301 688 V1.1.1 (2000-07), – EN 60945 (2002). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.17	Emetteurs-récepteurs radiotéléphoniques portatifs à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/6, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.809(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, 14, – Rés. OMI CSM.149(77), – UIT – R M.489-2 (10/95), – UIT – R M.542.1 (07/82). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 300 225 V1.4.1 (2004-12), – EN 300 828 V1.1.1 (1998-03), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-12 (1996). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.18	Emetteurs-récepteurs radiotéléphoniques fixes à ondes métriques (VHF) des engins de sauvetage	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. III/6, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.809(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8, 14, – UIT – R M.489-2 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – ETSI EN 301 466 V1.4.1 (2000-11), – EN 60945 (2002), – CEI 61097-12 (1996). 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G
A.1/5.19	Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-F	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/10, – Rés. OMI A.570 (14), – Rés. OMI A.808 (19), – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 14, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 14, – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – CEI 61097-13 (2003), – OMI CSM/Circ.862. 	<ul style="list-style-type: none"> B + D B + E B + F G

6. Equipements exigés par la convention COLREG 72

Article No	Nom de l'article	Règle COLREG 72, qui requiert une „approbation de type“	Règles COLREG applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.1/6.1	Feux de navigation	– COLREG Annexe I/14.	– Annexe I/14, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.253(83).	– EN 14744 (2005), y compris AC (2007), – EN 60945 (2002), ou – EN 14744 (2005), y compris AC (2007), – CEI 60945 (2002).	B + D B + E B + F G

ANNEXE A.2

Equipements pour lesquels il n'existe pas de normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux

1. Engins de sauvetage

Colonne 4: OMI CSM/Circ. 980 s'applique sauf en cas de remplacement par les instruments spécifiques mentionnés dans la colonne 4.

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/1.1	Réfecteur radar pour radeaux de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. III/34, – Règ. X/3.	– Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA).		
A.2/1.2	Matériaux pour combinaison d'immersion	Intentionnellement blanc			
A.2/1.3	Dispositifs de mise à l'eau par dégagement libre pour engins de sauvetage	– Règ. III/4, – Règ. III/34.	– Règ. III/13, – Règ. III/16, – Règ. III/26, – Règ. III/34, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 8, – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA) I, IV, VI, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 8.		
A.2/1.4	Echelles d'embarquement	Transféré à l'annexe A.1/1.29			
A.2/1.5	Système d'alarme générale et dispositif de communication avec le public (en cas d'utilisation comme dispositif d'avertissement d'incendie, l'article applicable est A.1/3.53)	– Règ. III/6.	– Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.48(66) – (Recueil LSA), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – OMI CSM/Circ.808.		

2. Prévention de la pollution marine

Article No	Nom de l'article	Règle MARPOL 73/78, qui requiert une „approbation de type“	Règles MARPOL 73/78 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/2.1	Dispositifs de contrôle et d'enregistrement à bord pour les NO _x	Transféré à l'annexe A.1/2.8			
A.2/2.2	Systèmes de nettoyage embarqués des gaz d'échappement	– Annexe VI, Règ. 13, – Annexe VI, Règ. 14.	– Annexe VI, Règ. 13, – Annexe VI, Règ. 14.	– Rés. OMI MEPC.170(57).	
A.2/2.3	Autres méthodes équivalentes pour réduire les émissions à bord de NO _x	– Annexe VI, Règ. 13.	– Annexe VI, Règ. 13.		
A.2/2.4	Autres méthodes technologiques pour limiter les émissions de SO _x	Transféré à l'annexe A.1/2.9			

3. Equipements de protection contre les incendies

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/3.1	Extincteurs non portatifs et transportables	Transféré à l'annexe A.1/3.52			
A.2/3.2	Diffuseurs pour dispositifs fixes d'extinction d'incendie par projection d'eau sous pression destinés aux locaux de catégorie spéciale, aux espaces rouliers pour les marchandises, aux espaces rouliers et aux espaces pour les véhicules	Transféré à l'annexe A.1/3.49			
A.2/3.3	Démarrateur par temps froid de groupes électrogènes (dispositifs de démarrage)	– Règ. II-1/44, – Règ. X/3.	– Règ. II-1/44, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000).		
A.2/3.4	Ajutages de type combiné (diffusion/jet)	Transféré à l'annexe A.1/3.55			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/3.5	Composants de dispositifs fixes de détection et d'avertissement d'incendie pour postes de commande, locaux de service, compartiments d'habitation et salles des machines avec ou sans surveillance humaine	Transféré à l'annexe A.1/3.51			
A.2/3.6	Détecteurs de fumée	Transféré à l'annexe A.1/3.51			
A.2/3.7	Détecteurs de chaleur	Transféré à l'annexe A.1/3.51			
A.2/3.8	Fanal de sécurité électrique	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6. 	<ul style="list-style-type: none"> – Publication CEI 79. 	
A.2/3.9	Vêtement protecteur résistant aux attaques chimiques	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/19. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/19, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 943-1 (2002), – EN 943-1 (2002), y compris AC (2005), – EN 943-2 (2002), – EN ISO 6529 (2003), – EN ISO 6530 (2005), – EN 14605 (2005), – OMI CSM/Circ.1120. 	
A.2/3.10	Systèmes d'éclairage à faible hauteur	Transféré à l'annexe A.1/3.40			
A.2/3.11	Diffuseurs pour dispositifs fixes d'extinction d'incendie par projection d'eau sous pression destinés aux locaux de machines	Transféré à l'annexe A.1/3.10			
A.2/3.12	Dispositifs fixes d'extinction d'incendie au gaz équivalents pour locaux de machines et chambres des pompes à cargaison	Transféré à l'annexe A.1/3.45			
A.2/3.13	Appareil respiratoire à adduction d'air comprimé (engins à grande vitesse)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/10, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 3. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 14593-1 (2005), – EN 14593-2 (2005). 	
A.2/3.14	Manches d'incendie (à enrouler)	Transféré à l'annexe A.1/3.56			

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/3.15	Composants de dispositifs de détection de la fumée par prélèvement d'échantillons d'air	– Règ. II-2/7, – Règ. II-2/19, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6.	– Règ. II-2/7, – Règ. II-2/19, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 6.		
A.2/3.16	Détecteurs de flammes	Transféré à l'annexe A.1/3.51			
A.2/3.17	Avertisseurs d'incendie à commande manuelle	Transféré à l'annexe A.1/3.51			
A.2/3.18	Dispositifs d'alarme	Transféré à l'annexe A.1/3.53			
A.2/3.19	Composants de dispositifs fixes d'extinction d'incendie par eau à action directe destinés à être utilisés dans les locaux de machines de type „A“	Transféré à l'annexe A.1/3.48			
A.2/3.20	Mobilier rembourré	Transféré à l'annexe A.1/3.20			
A.2/3.21	Composants de dispositifs d'extinction de l'incendie pour les magasins à peinture et soutes à liquides inflammables	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS), – OMI CSM.1/Circ. 1239.		
A.2/3.22	Composants de dispositifs fixes d'extinction de l'incendie pour les conduits d'évacuation des fourneaux de cuisine	– Règ. II-2/9.	– Règ. II-2/9.		
A.2/3.23	Composants de dispositifs d'extinction de l'incendie pour hélicoptères	– Règ. II-2/18.	– Règ. II-2/18, – OMI CSM.1/Circ.1239.	– EN 13565-1 (2003) y compris A1 (2007).	
A.2/3.24	Diffuseurs à mousse portatifs	– Règ. II-2/10, – Règ. II-2/20, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/10, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 4, – OMI CSM. I /Circ.1239.		
A.2/3.25	Cloisonnements de type „C“	– Règ. II-2/3.	– Règ. II-2/3.	– Rés. OMI A.653(16), – Rés. OMI A.799(19), – Rés. OMI CSM.61(67) – (Recueil FTP), annexe 1, partie 1 et partie 5, et annexe 2, – ISO 1716 (1973).	

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/3.26	Systèmes de combustible gazeux utilisés à des fins domestiques (composants)	– Règ. II-2/4.	– Règ. II-2/4, – OMI CSM.1/Circ.1276.		
A.2/3.27	Composants de dispositifs fixes d'extinction de l'incendie par le gaz CO ₂	– Règ. II-2/5, – Règ. II-2/10, – Règ. X/3.	– Règ. II-2/5, – Règ. II-2/10, – Règ. II-2/20, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 7, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 7, – Rés. OMI CSM.98(73) – (Recueil FSS) 7.	– EN 12094-1 (2003), – EN 12094-2 (2003), – EN 12094-3 (2003), – EN 12094-4 (2004), – EN 12094-5 (2006), – EN 12094-6 (2006), – EN 12094-7 (2000), y compris A1 (2005), – EN 12094-8 (2006), – EN 12094-10 (2003), – EN 12094-11 (2003), – EN 12094-13 (2001), y compris AC (2002), – EN 12094-16 (2003).	
A.2/3.28	Composants de dispositifs d'extinction de l'incendie à mousse à foisonnement moyen – diffuseurs à mousse fixes pour pétroliers	Transféré à l'annexe A.1/3.57			
A.2/3.29	Composants de dispositifs fixes d'extinction de l'incendie à mousse à bas foisonnement pour les locaux de machines et la protection de ponts de pétroliers	Transféré à l'annexe A.1/3.58			
A.2/3.30	Mousse à foisonnement pour dispositifs fixes d'extinction de l'incendie pour les chimiquiers	Transféré à l'annexe A.1/3.59			
A.2/3.31	Dispositif de projection d'eau à commande manuelle	– Règ. II-2/10.	– Règ. II-2/10, – A800(19).		

4. Equipements de navigation

Notes concernant le point 4 – Equipements de navigation

Colonnes 3 et 4: la référence au chapitre V de la convention SOLAS doit s'entendre comme une référence à SOLAS 1974 dans sa version modifiée par la résolution CSM 73, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2002.

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/4.1	Gyrocompas pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.31			
A.2/4.2	Système de contrôle de route pour engins à grande vitesse (précédemment pilote automatique)	Transféré à l'annexe A.1/4.40			
A.2/4.3	Dispositif de contrôle de route à transmission (THD), de type GNSS	Transféré à l'annexe A.1/4.41			
A.2/4.4	Fanal de signalisation diurne	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.95(72), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002) – ISO 25861 (2007), ou – CEI 60945 (2002), – ISO 25861 (2007). 	
A.2/4.5	Projecteur pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.42			
A.2/4.6	Equipement de vision nocturne pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.43			
A.2/4.7	Système de contrôle de poursuite	Transféré à l'annexe A.1/4.33			
A.2/4.8	Système électronique de visualisation des cartes marines (ECDIS)	Transféré à l'annexe A.1/4.30			
A.2/4.9	Sauvegarde de système électronique de visualisation des cartes marines (ECDIS)	Transféré à l'annexe A.1/4.30			
A.2/4.10	Système de visualisation de cartes tramées (RCDS)	Transféré à l'annexe A.1/4.30			
A.2/4.11	Equipement combiné GPS/GLONASS	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.74(69), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/4.12	Équipement DGPS, DGLONASS	Transféré aux annexes A.1/4.44, A.1/4.50 et A.1/4.51			
A.2/4.13	Gyrocompas pour engins à grande vitesse	Transféré à l'annexe A.1/4.31			
A.2/4.14	Enregistreur des données du voyage (VDR)	Transféré à l'annexe A.1/4.29			
A.2/4.15	Système intégré de navigation	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13. 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.86(70). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, – CEI 61924 (2006), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61924 (2006). 	
A.2/4.16	Système de passerelle intégré	Intentionnellement blanc			
A.2/4.17	Système de renforcement de cibles radar	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.164(78), – UIT – R M. 1176 (10/95). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	
A.2/4.18	Dispositif de réception sonore	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.86(70), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	
A.2/4.19	Compas magnétique pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.382(X), – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN ISO 449 (1999), – EN ISO 694 (2001), – ISO 1069 (1973), – ISO 2269 (1992), – EN 60945 (2002), ou – ISO 449 (1997), – ISO 694 (2000), – ISO 1069 (1973), – ISO 2269 (1992), – CEI 60945 (2002). 	

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/4.20	Système de contrôle de poursuite pour engins à grande vitesse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	
A.2/4.21	Matériel cartographique pour radar de bord	Transféré à l'annexe A.1/4.45			
A.2/4.22	Dispositif de contrôle de route à transmission (THD), de type gyroscopique	Transféré à l'annexe A.1/4.46			
A.2/4.23	Dispositif de contrôle de route à transmission (THD), de type magnétique	Transféré à l'annexe A.1/4.2			
A.2/4.24	Indicateur de poussée	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	
A.2/4.25	Indicateurs de poussée latérale, de pas et de mode de fonctionnement des hélices	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. V/19, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162. 	
A.2/4.26	Indicateur de taux de giration	Transféré à l'annexe A.1/4.9			
A.2/4.27	Indicateur d'angle de barre	Transféré à l'annexe A.1/4.20			
A.2/4.28	Indicateur de vitesse de rotation	Transféré à l'annexe A.1/4.21			
A.2/4.29	Indicateur de pas d'hélice	Transféré à l'annexe A.1/4.22			

<i>Article No</i>	<i>Nom de l'article</i>	<i>Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“</i>	<i>Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI</i>	<i>Normes d'essai</i>	<i>Modules d'évaluation de la conformité</i>
<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
A.2/4.30	Système de passerelle intégré	– Règ. V/18, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 13, – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 13.	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994) 15, – Rés. OMI CSM.64(67), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000) 15.	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, – EN 61209 (1999), ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162, – CEI 61209-(1999).	
A.2/4.31	Taximètre	– Règ. V/18.	– Règ. V/19.	– EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002).	
A.2/4.32	Système d'alarme de quart à la passerelle de navigation (BNWAS)		– Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.128(75), – OMI CSM/Circ.982.	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162.	
A.2/4.33	Système de contrôle de poursuite (en fonction lorsque la vitesse du navire atteint ou dépasse 30 noeuds)	– Règ. V/18, – Règ. X/3.		– EN 60945 (2002).	
A.2/4.34 nouvel article	Equipements dotés de fonctions d'identification et de suivi à grande distance des navires (LRIT)	– Règ. V/19	– Règ. V/19, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.813(19), – Rés. OMI CSM.202(81), – Rés. OMI CSM.211(81), – Rés. OMI CSM.263(84), – OMI CSM.1/Circ.1257.	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162.	
A.2/4.35 nouvel article	Récepteur Galileo	– Règ. V	– Règ. V, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI A.813(19), – Rés. OMI CSM.233(82).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162.	
A.2/4.36 nouvel article	Equipement AIS-SART	– Règ. V	– Règ. V, – Rés. OMI CSM.246(83), – Rés. OMI CSM.247(83), – Rés. OMI CSM.256(84).	– EN 60945 (2002), – série EN 61162, ou – CEI 60945 (2002), – série CEI 61162.	

5. Equipements de radiocommunications

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/5.1	RLS à ondes métriques (VHF)	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/8, – Rés. OMI A.662(16), – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI A.805(19), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – UIT – R M.489-2 (10/95), – UIT – R M.693 (06/90). 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	
A.2/5.2	Réserve d'alimentation radio	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/13, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – OMI COMSAR/Circ.16, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	
A.2/5.3	Station terrienne de navire (STN) Inmarsat-F	Transféré à l'annexe A.1/5.19			
A.2/5.4	Panneau de détresse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/6, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – OMI CSM/Circ. 862, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	
A.2/5.5	Panneau d'alarme de détresse	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/14, – Règ. X/3, – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000). 	<ul style="list-style-type: none"> – Règ. IV/6, – Rés. OMI A.694(17), – Rés. OMI CSM.36(63) – (Recueil HSC de 1994), – Rés. OMI CSM.97(73) – (Recueil HSC de 2000), – OMI CSM/Circ.862, – OMI COMSAR/Circ.32. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	
A.2/5.6	RLS bande L (Inmarsat)	Intentionnellement blanc			
A.2/5.7	Système d'alerte de sûreté du navire		<ul style="list-style-type: none"> – Règ. XI-2/6, – Rés. OMI A.694 (17), – Rés. OMI CSM.147(77), – OMI CSM/Circ.1072. 	<ul style="list-style-type: none"> – EN 60945 (2002), ou – CEI 60945 (2002). 	

6. Equipements exigés par la convention COLREG 72

Article No	Nom de l'article	Règle COLREG 72, qui requiert une „approbation de type“	Règles COLREG applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité	
1	2	3	4	5	6	
A.2/6.1	Feux de navigation	Transféré à l'annexe A.1/6.1				
A.2/6.2	Appareils de signalisation sonore	– Annexe III/3.	– Annexe III/3, – Rés. OMI A.694(17).	– EN 60945 (2002), – Sifflets – COLREG 72, annexe III/1 (fonctionnement), – Cloches ou gongs – COLREG 72, annexe III/2 (fonctionnement), ou – CEI 60945 (1996), – Sifflets – COLREG 72, annexe III/1 (fonctionnement), – Cloches ou gongs – COLREG 72, annexe III/2 (fonctionnement).		

7. Equipements de sécurité des vraciers

Article No	Nom de l'article	Règle SOLAS 74, qui requiert une „approbation de type“	Règles SOLAS 74 applicables et résolutions et circulaires applicables de l'OMI	Normes d'essai	Modules d'évaluation de la conformité
1	2	3	4	5	6
A.2/7.1	Calculateur de chargement	– Règ. XII/11, – Résolution 5 de la conférence SOLAS 1997.	– Règ. XII/11, – Résolution 5 de la conférence SOLAS 1997.	– OMI CSM.1/Circ.1229.	
A.2/7.2	Détecteurs (alarme) de niveau d'eau à bord des vraciers	– Rés. OMI CSM.188 (79).	– Règ. XII/12, – Rés. OMI CSM.188(79).	– CEI 60092-0504, – CEI 60529, – Rés. OMI CSM.188 (79).“	

Service Central des Imprimés de l'Etat

6090/01

N° 6090¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(10.12.2009)

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet de transposer dans la réglementation nationale la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

Comme l'explique clairement l'exposé des motifs, la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins harmonise les législations nationales pour supprimer les entraves au marché intérieur en la matière. Cette directive a déjà été modifiée trois fois et l'est à nouveau par la directive 2009/26/CE qui intègre les amendements aux conventions et aux normes internationales prises par l'Organisation maritime internationale et les organismes européens de normalisation, et modifiant en conséquence la directive 96/98/CE.

La transposition de la directive 2009/26/CE s'opère par la modification de l'article 1 du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que de la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins, en ce qui concerne la définition des annexes et de l'article 16 alinéa 2 qui remplace les annexes A.1 et A.2 telles que modifiées par la directive 2009/26/CE. Le projet de règlement grand-ducal sous avis prévoit également un délai pour que les constructeurs puissent épuiser leurs stocks pour les équipements fabriqués avant le 6 avril 2010, ces derniers pouvant être alors vendus d'ici le 6 avril 2012 au plus tard.

La Chambre de Commerce n'a pas de remarques particulières à formuler et s'en tient à l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs de la présente transposition.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le présent projet de règlement grand-ducal sous avis.

Service Central des Imprimés de l'Etat

6090/02

N° 6090²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000
transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre
1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive
98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la
directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(23.3.2010)

Par dépêche du 24 novembre 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat du projet de règlement grand-ducal sous objet.

Au texte proprement dit du projet de règlement grand-ducal, élaboré par le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles ainsi que le texte de la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins à transposer.

La lettre de saisine précitée du 24 novembre 2009 soulignait encore que la directive 2009/26/CE fixe son délai de transposition au 6 avril 2010.

Par courrier du 23 décembre 2009, l'avis de la Chambre de commerce fut communiqué au Conseil d'Etat.

*

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de modifier une nouvelle fois le règlement grand-ducal du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

Il fait de la façon suite aux modifications du règlement grand-ducal précité du 22 juin 2000, intervenues sous l'effet des règlements grand-ducaux des 31 janvier 2003, 11 décembre 2003 et 7 mai 2009 qui ont eu pour objet de transposer respectivement la directive 2001/53/CE du 10 juillet 2001, la directive 2002/75/CE du 2 septembre 2002 et la directive 2008/67/CE du 30 juin 2008 par lesquelles la Commission a procédé à des modifications antérieures de la directive 96/98/CE précitée.

La nouvelle modification en projet du règlement grand-ducal du 22 juin 2000 est conditionnée par la nécessité de transposer la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

A l'instar de la démarche communautaire à la base des règlements grand-ducaux précités des 31 janvier 2003, 11 décembre 2003 et 7 mai 2009, la directive 2009/26/CE prévoit de remplacer l'annexe A modifiée de la directive 96/98/CE et d'instaurer un régime transitoire pour les équipements tombant nouvellement – et ce à partir de la prise d'effet de la directive modificative – sous l'obligation d'une certification conforme aux exigences communautaires.

Il convient partant d'adapter les dispositions du règlement grand-ducal précité du 22 juin 2000 afin de tenir compte aux articles 1er et 16 des dates d'application des prescriptions de la nouvelle directive.

La transposition de la directive 2009/26/CE intervient sur base de la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

Quant au fond, le projet de règlement grand-ducal ne donne pas lieu à observation.

Quant à la forme, le Conseil d'Etat propose de renoncer aux caractères gras utilisés pour désigner les annexes visées. Il convient en outre de corriger le texte visant l'Annexe A1 en écrivant „... telle que modifiée par la directive ...“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 23 mars 2010.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

6090/03

N° 6090³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(13.4.2010)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 27 novembre 2009 à la Chambre des Députés par la Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Un exposé des motifs et un commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

Le projet de règlement grand-ducal fait suite aux modifications du règlement grand-ducal précité du 22 juin 2000, intervenues sous l'effet des règlements grand-ducaux des 31 janvier 2003, 11 décembre 2003 et 7 mai 2009 qui ont eu pour objet de transposer respectivement la directive 2001/53/CE du 10 juillet 2001, la directive 2002/75/CE du 2 septembre 2002 et la directive 2008/67/CE du 30 juin 2008 par lesquelles la Commission a procédé à des modifications antérieures de la directive 96/98/CE précitée.

La nouvelle modification en projet du règlement grand-ducal du 22 juin 2000 est conditionnée par la nécessité de transposer la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

La directive 2009/26/CE prévoit de remplacer l'annexe A modifiée de la directive 96/98/CE et d'instaurer un régime transitoire pour les équipements tombant nouvellement – et ce à partir de la prise d'effet de la directive modificative – sous l'obligation d'une certification conforme aux exigences communautaires.

Il convient partant d'adapter les dispositions du règlement grand-ducal précité du 22 juin 2000 afin de tenir compte aux articles 1er et 16 des dates d'application des prescriptions de la nouvelle directive.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports ainsi que par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins.

La Chambre de Commerce a rendu son avis en date du 10 décembre 2009.

Par la suite, la Chambre a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 23 mars 2010.

*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au texte gouvernemental sous réserve de la prise en considération des remarques formulées par le Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 13 avril 2010

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

6074,6084,6090



RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 59

19 avril 2010

S o m m a i r e

Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie	page	1018
Règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure		1018
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité		1023
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres		1027
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration		1028
Loi du 11 avril 2010 portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle		1029
Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 fixant, pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole		1029
Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (exécution de la directive 2009/26/CE)		1031
Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg, le 20 mai 1980. – Mise à jour de l'autorité centrale par l'Allemagne		1032

Règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 11 mars 2008 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième plan quinquennal de l'infrastructure touristique;

Vu le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans les articles 7, 8 et 11 du règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie, les mots «moins de 76 chambres» sont remplacés par ceux de «moins de 100 chambres».

Art. 2. Notre Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié dans le Mémorial.

*La Ministre des Classes moyennes
et du Tourisme,*

Françoise Hetto-Gaasch

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Henri

Règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation;

Vu la loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle;

Vu la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE;

Vu la directive 2006/137/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/59/CE du Conseil du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/87/CE de la Commission du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/126/CE de la Commission du 19 décembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2009/46/CE de la Commission du 24 avril 2009 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Classification des voies d'eau.

Aux fins du présent règlement grand-ducal, les voies d'eau intérieures de la Communauté sont classées comme suit:

a) Zones 1, 2, 3 et 4:

- i) zones 1 et 2: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 1^{er} de l'annexe I,
- ii) zone 3: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 2 de l'annexe I,
- iii) zone 4: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 3 de l'annexe I.

b) Zone R: celles des voies d'eau visées au point a), pour lesquelles un certificat est à délivrer conformément à l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin.

Art. 2. Champ d'application.

(1) Le présent règlement grand-ducal et ses annexes qui en font partie intégrante s'appliquent, conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, aux bâtiments suivants:

- a) aux bateaux d'une longueur (L) égale ou supérieure à 20 mètres,
- b) aux bateaux dont le produit longueur (L) × largeur (B) × tirant d'eau (T) est égal ou supérieur à 100 m³.

(2) Le règlement grand-ducal s'applique également, conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, à tous les bâtiments suivants:

- a) remorqueurs et pousseurs destinés à remorquer ou pousser les bâtiments visés au paragraphe 1 ou des engins flottants ou à mener à couple de tels bâtiments ou engins flottants;
- b) les bateaux destinés au transport de passagers transportant plus de douze passagers en plus de l'équipage;
- c) les engins flottants.

(3) Sont exclus du champ d'application du présent règlement grand-ducal:

- a) les bacs;
- b) les bateaux militaires;
- c) les navires de mer, y compris les remorqueurs et pousseurs de mer, qui:
 - i) circulent ou stationnent sur les eaux fluvio-maritimes;
 - ii) circulent temporairement sur les voies d'eau intérieures, pour autant qu'ils soient munis:
 - d'un certificat qui atteste la conformité à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), ou à une convention équivalente, un certificat qui atteste de la conformité à la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, ou à une convention équivalente, et un certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures (certificat IOPP) qui atteste de la conformité à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), ou
 - dans le cas de bateaux à passagers non visés par toutes les conventions visées au premier tiret, un certificat sur les règles et normes de sécurité pour les navires à passagers, délivré en vertu du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 transposant la directive 98/18/CE du Conseil du 17 mars 1998 établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers, ou
 - dans le cas de bâtiments de sport non visés par toutes les conventions visées au premier tiret, un certificat du pays dont ils battent pavillon.

(4) Le terme bâtiment couvre l'ensemble des unités fluviales visées sous (1) et (2) et soumises aux dispositions du présent règlement grand-ducal.

Art. 3. Obligation d'être muni d'un certificat.

(1) Les bâtiments qui naviguent ou stationnent sur les voies d'eau intérieures du Grand-Duché de Luxembourg doivent être munis:

- soit d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation sur le Rhin;
- soit d'un certificat communautaire délivré ou renouvelé après le 30 décembre 2008 qui atteste, sans préjudice des dispositions transitoires du chapitre 24 de l'annexe II, la conformité totale du bâtiment aux prescriptions techniques de l'annexe II, dont l'équivalence avec les prescriptions techniques établies en application de la convention susmentionnée a été établie conformément aux règles et procédures applicables.

(2) Le certificat communautaire est établi suivant le modèle figurant à l'annexe V, partie I, et délivré conformément aux dispositions du présent règlement grand-ducal.

(3) L'autorité compétente peut, sur demande expresse et dûment motivée du propriétaire ou de son représentant, délivrer un certificat communautaire pour un bâtiment visé à l'article 2, paragraphe 3.

Art. 4. Certificats communautaires supplémentaires.

(1) Tout bâtiment muni d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin peut naviguer sur les voies d'eau de la Communauté avec ce seul certificat, sous réserve des dispositions de l'article 5, paragraphe 5, de la directive 2006/87/CE.

(2) Toutefois, tout bâtiment muni du certificat visé au paragraphe 1 doit aussi être pourvu d'un certificat communautaire supplémentaire:

- a) pour la navigation sur les voies d'eau des zones 3 et 4, s'il veut bénéficier des allègements techniques prévus sur ces voies;
- b) pour la navigation sur les voies d'eau des zones 1 et 2, ou, dans le cas des bâtiments destinés au transport de passagers, pour la navigation sur les voies d'eau de la zone 3 qui ne sont pas reliées aux voies d'eau intérieures navigables d'un autre État membre, si l'État membre concerné a adopté des prescriptions techniques complémentaires pour lesdites voies.

(3) Le certificat communautaire supplémentaire est établi suivant le modèle figurant à l'annexe V, partie II, et délivré par l'autorité compétente sur présentation du certificat visé au paragraphe 1.

Art. 5. Prescriptions allégées.

(1) Seuls les bâtiments naviguant sur les voies d'eau de la zone 4 remplissent les conditions nécessaires pour l'application de prescriptions allégées, comme précisé à l'annexe II, chapitre 19 ter, sur toutes les voies d'eau de cette zone. La conformité aux prescriptions allégées précitées est indiquée dans le certificat communautaire visé à l'article 3.

(2) Le ministre peut, après consultation de la Commission, et dans le cadre des compétences de la Commission internationale de la Moselle, autoriser un allègement des prescriptions techniques de l'annexe II pour les bâtiments qui naviguent exclusivement sur la Moselle.

(3) Cet allègement est limité aux domaines énumérés à l'annexe IV. Lorsque les caractéristiques techniques d'un bâtiment satisfont aux prescriptions techniques allégées, ceci est indiqué dans le certificat communautaire ou, lorsque l'article 4, paragraphe 2, est applicable, dans le certificat communautaire supplémentaire.

(4) Les allègements des prescriptions techniques de l'annexe II sont communiqués au moins six mois avant leur entrée en vigueur à la Commission, qui en informe les autres États membres.

Art. 6. Possibilité de dérogations.

(1) Le Ministre peut accorder des dérogations à l'application de tout ou partie du présent règlement en ce qui concerne les bâtiments d'un port en lourd ne dépassant pas 350 tonnes, ou les bâtiments non destinés au transport de marchandises et dont le déplacement d'eau n'atteint pas 100 m³, dont la quille a été posée avant le 1^{er} janvier 1950 et qui naviguent exclusivement sur une voie d'eau nationale.

(2) Le Ministre peut autoriser sur base d'une demande écrite et motivée, en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, des dérogations à une ou plusieurs dispositions du présent règlement grand-ducal pour des trajets limités dans une zone géographique réduite ou dans des zones portuaires. Lesdites dérogations ainsi que les trajets ou la zone pour lesquels elles sont valables doivent être mentionnés dans le certificat du bâtiment.

(3) Ces dérogations sont communiquées à la Commission.

Art. 7. Délivrance de certificats communautaires.

(1) Le certificat communautaire est délivré aux bâtiments dont la quille aura été posée à partir du 30 décembre 2008 à la suite d'une visite technique effectuée, conformément à la procédure pratiquée pour le certificat de visite des bateaux du Rhin, avant la mise en service du bâtiment et visant à vérifier qu'il est conforme aux prescriptions techniques définies à l'annexe II.

(2) Le certificat communautaire est délivré aux bâtiments exclus du champ d'application du règlement grand-ducal du 30 janvier 1985 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure, mais visés par le présent règlement grand-ducal conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, à la suite d'une visite technique qui sera effectuée à l'expiration du certificat en cours de validité du bâtiment, mais en tout état de cause le 30 décembre 2018 au plus tard, afin de vérifier que le bâtiment satisfait aux prescriptions techniques énoncées à l'annexe II.

Tout non-respect des prescriptions techniques définies à l'annexe II est indiqué dans le certificat communautaire. Lorsque ces manquements ne représentent pas un danger manifeste, les bâtiments visés au premier alinéa peuvent continuer de naviguer jusqu'au remplacement ou à la modification des éléments ou parties du bâtiment certifiés non-conformes auxdites prescriptions, à la suite de quoi ces éléments ou parties doivent satisfaire aux prescriptions de l'annexe II.

(3) Un danger manifeste au sens du présent article est présumé notamment lorsque les prescriptions concernant la solidité structurelle de la construction, la navigation ou la manœuvrabilité ou les caractéristiques spéciales du bâtiment conformément à l'annexe II sont affectées. Les dérogations autorisées à l'annexe II ne sont pas à considérer comme des manquements représentant un danger manifeste.

Le remplacement de pièces existantes par des pièces identiques ou par des pièces de technologie et de conception équivalentes lors de réparations et d'entretiens de routine ne doit pas être considéré comme un remplacement au sens du présent article.

(4) Le cas échéant, la conformité du bâtiment aux prescriptions complémentaires visées à l'article 5, paragraphes 1, 2, 3 et 4, est vérifiée soit à l'occasion des visites techniques prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article, soit au cours d'une visite technique effectuée sur demande du propriétaire du bâtiment.

Art. 8. Autorités compétentes.

Le certificat communautaire est délivré par le Service de la Navigation.

Art. 9. Exécution des visites techniques.

(1) La visite technique visée à l'article 7 est effectuée conformément à la procédure pratiquée pour le certificat de visite des bateaux du Rhin. Le Service de la Navigation peut s'abstenir de soumettre, en tout ou en partie, le bâtiment à la visite technique dans la mesure où il découle d'une attestation valable délivrée par une société de classification reconnue conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, que le bâtiment satisfait, en tout ou en partie, aux prescriptions techniques de l'annexe II. Seules les sociétés de classification qui remplissent les critères énumérés à l'annexe VII, partie I, peuvent être reconnues. Sont reconnues au Luxembourg les attestations des sociétés de classification reconnues dans le cadre du règlement de visite des bateaux du Rhin.

(2) Dans le cadre de l'application des dispositions de l'annexe II du présent règlement grand-ducal, le Service de la Navigation peut collaborer avec des commissions de visite étrangères.

(3) Le Ministre peut instituer une commission de visite qui a pour mission d'assister le Service de la Navigation dans ses missions. Un règlement ministériel déterminera la composition, les attributions et le mode de fonctionnement de cette commission qui pourra faire appel à des experts étrangers.

(4) Une demande de visite dûment complétée doit être adressée au Service de la Navigation. Toute visite doit pouvoir se dérouler sur la section frontière de la Moselle dans les heures indiquées par le Service de la Navigation.

Art. 10. Validité des certificats communautaires.

(1) La durée de validité du certificat communautaire est fixée pour la délivrance de ce certificat, conformément à l'annexe II.

(2) Dans les cas visés aux articles 12 et 15 ainsi qu'à l'annexe II, des certificats communautaires provisoires peuvent être délivrés. Les certificats communautaires provisoires sont établis conformément au modèle figurant à l'annexe V, partie III.

Art. 11. Remplacement de certificats communautaires.

Un certificat communautaire en cours de validité perdu, volé ou abîmé peut être remplacé sur base d'une demande écrite et justifiée adressée à l'autorité qui a délivré, renouvelé ou reconnu ce certificat en joignant

- une copie du certificat communautaire perdu ou abîmé, et
- une déclaration de perte ou de vol, le cas échéant.

Art. 12. Renouvellement de certificats communautaires.

(1) Le certificat communautaire est renouvelé à l'expiration de sa période de validité, selon les conditions fixées à l'article 7.

(2) Les dispositions transitoires de l'annexe II s'appliquent au renouvellement de certificats communautaires délivrés avant le 30 décembre 2008.

(3) Pour le renouvellement des certificats communautaires délivrés après le 30 décembre 2008, les dispositions transitoires de l'annexe II entrées en vigueur après la délivrance de ces certificats s'appliquent.

Art. 13. Prorogation de la validité de certificats communautaires.

À titre exceptionnel, la validité du certificat communautaire peut être prorogée sans inspection technique conformément à l'annexe II par l'autorité qui l'a délivré ou renouvelé. Cette prolongation de validité doit figurer sur ledit certificat.

Art. 14. Délivrance de nouveaux certificats communautaires.

En cas de modification ou réparation importante qui affecte la solidité structurelle de la construction, la navigation ou la manœuvrabilité ou les caractéristiques spéciales du bâtiment conformément à l'annexe II, celui-ci doit être à nouveau soumis, avant tout nouveau voyage, à la visite technique prévue à l'article 7. À la suite de la visite, un nouveau certificat communautaire qui précise les caractéristiques techniques du bâtiment est délivré ou le certificat existant est modifié en conséquence. Si ce certificat est délivré dans un État membre autre que celui qui avait délivré ou renouvelé le certificat initial, l'autorité compétente qui avait délivré ou renouvelé le certificat doit en être informée dans le délai d'un mois.

Art. 15. Refus de délivrance ou de renouvellement et retrait de certificats communautaires.

(1) Toute décision de refus de délivrance ou de renouvellement d'un certificat communautaire est motivée. Elle est notifiée à l'intéressé avec l'indication des voies et des délais de recours.

(2) Tout certificat communautaire en cours de validité peut être retiré par l'autorité compétente qui l'a délivré, reconnu ou renouvelé, lorsque le bâtiment cesse d'être conforme aux prescriptions techniques correspondant à son certificat.

(3) Le recours contre une décision de refus ou de retrait de certificat communautaire est à adresser par écrit dans les huit jours de la notification au Ministre des Transports qui statuera dans le mois de l'introduction du recours.

(4) En cas d'urgence motivée, l'autorité compétente peut procéder sans délai au retrait à titre provisoire. Le titre ayant fait l'objet d'une décision de retrait définitive ou provisoire est restitué à l'autorité compétente.

Art. 16. Contrôles et visites supplémentaires.

(1) Les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance peuvent, conformément à l'annexe VIII, vérifier à tout moment la présence à bord d'un certificat valable selon les conditions du présent règlement grand-ducal ainsi que la conformité du bâtiment à ce certificat et si le bâtiment constitue un danger manifeste pour les personnes à bord, l'environnement ou la navigation. Les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance prennent les mesures nécessaires conformément à l'annexe VIII.

(2) Lorsque le non-respect des prescriptions techniques constitue un danger manifeste, la navigation peut être interrompue ou le stationnement prohibé et ce jusqu'à ce qu'il ait été remédié aux déficiences constatées.

(3) La navigation peut encore être interrompue ou le stationnement prohibé lorsqu'un contrôle a établi que le bâtiment ou son équipement constitue un danger pour l'environnement ou la navigation.

(4) Dans les cas visés aux paragraphes 1 à 3, les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance pourront prescrire des mesures qui permettront au bâtiment en cause de naviguer sans danger, jusqu'au lieu où il pourra faire soit l'objet d'une visite, soit d'une réparation.

(5) Dans les cas visés aux paragraphes 1 à 3, le Service de la Navigation informe immédiatement les autorités compétentes de l'État membre ayant délivré l'attestation de navigabilité des raisons de la décision qu'il a prise ou qu'il entend prendre.

(6) Toute décision d'interruption de la navigation prise en exécution du présent règlement grand-ducal sera motivée de façon précise. Elle est notifiée par écrit et contre récépissé à l'intéressé avec l'indication que tout recours contre une décision d'interruption de la navigation est à adresser par écrit dans les huit jours de la notification au Ministre des Transports qui statuera dans le mois de l'introduction du recours.

Art. 17. Reconnaissance des certificats de navigabilité des bâtiments d'États tiers.

Le Service de la Navigation peut reconnaître les certificats de navigabilité des bâtiments des États tiers pour la navigation sur la Moselle. La délivrance des certificats communautaires aux bâtiments de pays tiers doit être conforme aux dispositions de l'article 7, paragraphe 1.

Art. 18. Pénalités.

Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 7, 14 et 16 du présent règlement sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement.

Art. 19. Registre.

(1) Il est tenu un registre auprès du Service de la Navigation conformément au modèle figurant en annexe VI du présent règlement grand-ducal.

(2) Toute modification du nom, tout transfert de propriété, tout rejaugage ainsi que toute modification du numéro d'immatriculation ou du numéro officiel du bâtiment doit être signalé à l'autorité compétente par le propriétaire du bâtiment ou par son mandataire.

Art. 20. Annexes.

Les annexes de la directive 2006/87/CE et leurs modifications ne sont pas publiées au Mémorial, la publication au Journal Officiel des Communautés Européennes en tenant lieu. Elles s'y trouvent publiées comme suit:

Directive	Dénomination	Journal Officiel de l'Union Européenne
2006/87/CE	du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE du Conseil	L 389 Date: 30 décembre 2006
2006/137/CE	du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 389 Date: 30 décembre 2006
2008/59/CE	du Conseil du 12 juin 2008 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie	L 166 Date: 27 juin 2008
2008/87/CE	de la Commission du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 255 Date: 23 septembre 2008
2008/126/CE	de la Commission modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 32 Date: 31 janvier 2009
2009/46/CE	de la Commission du 24 avril 2009 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 109 Date: 30 avril 2009

Art. 21. Le règlement grand-ducal du 30 janvier 1985 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure est abrogé.

Art. 22. Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures,*
Claude Wiseler

Palais de Luxembourg, le 23 mars 2010.
Henri

Le Ministre de la Justice,
François Biltgen

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Doc. parl. 6084; sess. ord. 2009-2010. Dir. 2006/87/CE, 2008/87/CE, 2008/126/CE et 2009/46/CE.

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

Les avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers ayant été demandés;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et de Notre Ministre des Communications et des Médias et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre I^{er}. Objet et définitions

Art. 1^{er}. Il est instauré un mécanisme de compensation dans le cadre de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, destiné à répartir équitablement entre les différentes entreprises d'électricité les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public telles que prévues à l'article 7 de cette loi.

Art. 2. Au sens du présent règlement, on entend par:

1. «contrat de rachat», contrat de fourniture conclu entre un producteur et un gestionnaire de réseau pour la reprise de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de la cogénération sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et bénéficiant d'une rémunération pour l'électricité injectée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
2. «électricité du mécanisme de compensation», l'électricité produite en vertu d'un contrat de rachat pour laquelle les coûts associés au rachat des injections sont déclarés dans le mécanisme de compensation;
3. «entreprise grande consommatrice d'électricité», une entreprise de l'industrie manufacturière dont la consommation annuelle d'électricité par site situé au Luxembourg dépasse 2,5 GWh et qui répond à un des critères suivants:
 - Le coût de l'approvisionnement en électricité par site atteint au moins 3% de la valeur de la production. La valeur de la production est le chiffre d'affaires, y compris les subventions directement liées au prix du produit, corrigé de la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés à des fins de revente, diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente;
 - Le rapport entre la consommation annuelle d'électricité par site (exprimée en kWh) divisée par la valeur ajoutée (exprimée en euros) par le même site situé au Luxembourg est supérieur à 0,77. La valeur ajoutée est le chiffre d'affaires total soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les exportations, diminué de la totalité des achats soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les importations.

Chapitre II. Caractéristiques de l'électricité du mécanisme de compensation

Art. 3. (1) L'électricité du mécanisme de compensation est injectée en vertu du contrat de rachat dans le réseau du gestionnaire de réseau concerné.

(2) Pour le gestionnaire de réseau concerné, l'injection de l'électricité du mécanisme de compensation dans son réseau ne donne pas droit à sa valorisation comme l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables respectivement de la cogénération pour le système d'étiquetage prévu par l'article 49 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007.

Art. 4. (1) Les garanties d'origine établies pour l'électricité du mécanisme de compensation sont cédées gratuitement au régulateur qui les détient et gère pour le compte du mécanisme de compensation. En ce qui concerne l'électricité du mécanisme de compensation pour laquelle aucune garantie d'origine n'a été établie, le régulateur peut prendre l'initiative d'établir la garantie d'origine, la détenir et la gérer pour le compte du mécanisme de compensation en informant le producteur.

(2) Seul le régulateur peut valoriser les caractéristiques de l'électricité du mécanisme de compensation et il peut notamment valoriser les garanties d'origine établies pour l'électricité du mécanisme de compensation. Le bénéfice de toute valorisation quelconque de l'électricité du mécanisme de compensation constitue des coûts évités pour le calcul des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation.

Chapitre III. Calcul des coûts bruts, évités et nets de l'électricité du mécanisme de compensation

Art. 5. (1) Le mécanisme de compensation tel que défini par le présent règlement grand-ducal est géré par le régulateur.

(2) Chaque gestionnaire de réseau calcule ses coûts bruts pour l'électricité du mécanisme de compensation. Les coûts bruts sont ensuite vérifiés par le régulateur. Le régulateur calcule les coûts évités et les coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation pour chaque gestionnaire de réseau. Il calcule les coûts nets en soustrayant aux coûts bruts les coûts évités.

Art. 6. (1) Les coûts bruts d'un gestionnaire de réseau sont les coûts totaux hors TVA résultant de son obligation de reprise de l'électricité du mécanisme de compensation. La somme des coûts bruts de tous les gestionnaires de réseau concernés équivaut aux coûts bruts de l'électricité du mécanisme de compensation.

(2) Les coûts évités appliqués par le régulateur pour chacun des gestionnaires de réseau correspondent au produit du prix du marché de gros et du volume équivalent de la fourniture d'électricité cédée au gestionnaire de réseau concerné en vertu des contrats de rachat. La somme des coûts évités de tous les gestionnaires de réseau équivaut aux coûts évités de l'électricité du mécanisme de compensation sous réserve du paragraphe 3 du présent article. Pour l'année a, le prix du marché de gros est calculé comme suit:

$$P_{mg_a} = 0,5 \cdot (0,7 \cdot PhB_{(a-1)} + 0,3 \cdot PhP_{(a-1)}) + 0,5 \cdot (0,7 \cdot PhB_{(a-2)} + 0,3 \cdot PhP_{(a-2)}) \text{ € par MWh}$$

avec:

P_{mg} = prix du marché de gros

PhB = moyenne des cours de clôture dans l'année considérée pour le produit EEX Phelix-Base-Year-Future

PhP = moyenne des cours de clôture dans l'année considérée pour le produit EEX Phelix-Peak-Year-Future

a = année en question.

(3) Tout revenu supplémentaire, généré dans le cadre de la valorisation de l'électricité du mécanisme de compensation prévu à l'article 4, est également à inclure dans les coûts évités de l'électricité du mécanisme de compensation.

Chapitre IV. Contribution au mécanisme de compensation

Art. 7. (1) Tout gestionnaire de réseau distribuant de l'énergie électrique est autorisé à percevoir mensuellement auprès de ses clients qui sont, soit des clients finals, soit en cas de fourniture intégrée des fournisseurs, une contribution au mécanisme de compensation qui est fixée selon les modalités du présent article. En cas de fourniture intégrée, le fournisseur est autorisé à percevoir la contribution auprès de ses clients finals, et a l'obligation de la payer au gestionnaire de réseau.

(2) Toute consommation finale d'électricité qui est acheminée par le réseau peut être assujettie à une contribution au mécanisme de compensation. La contribution devient exigible dans le chef du client final lors de la consommation de l'électricité par point de fourniture. La consommation d'énergie électrique à des fins de stockage, sous quelque forme énergétique que ce soit, en vue d'une retransformation ultérieure en énergie électrique, n'est pas considérée comme consommation finale.

(3) Les gestionnaires de réseau doivent payer au régulateur les montants résultant des contributions prévues aux paragraphes suivants du présent article sous réserve des dispositions prévues au chapitre V du présent règlement.

(4) Les contributions au mécanisme de compensation varient suivant les catégories suivantes:

- a) font partie de la catégorie A les points de fourniture affichant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh;
- b) font partie de la catégorie B les points de fourniture affichant une consommation annuelle d'électricité supérieure à 25 MWh, à l'exception des points de fourniture qui, en vertu de l'article 8, sont classés dans la catégorie C;
- c) font partie de la catégorie C les points de fourniture qui, en vertu de l'article 8, sont classés dans cette catégorie. Les entreprises voulant classer un ou plusieurs points de fourniture dans la catégorie C doivent s'engager à la réalisation d'une amélioration substantielle de leur efficacité énergétique globale par accord à conclure entre le Gouvernement et l'entreprise concernée respectivement un représentant mandaté par cette entreprise. L'accord à conclure sera doté d'une clause de sanction en cas de non-respect des engagements. En absence d'un accord

conclu, les points de fourniture concernés font d'office partie de la catégorie B. Les entreprises voulant faire partie de la catégorie C doivent conclure l'accord avant le 31 mai de l'année pour laquelle elles entendent faire partie de la catégorie C.

(5) Les contributions au mécanisme de compensation sont décidées annuellement en fin d'exercice pour l'année suivante par le régulateur sur base des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation, tels qu'ils résultent du volume estimé de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat au cours de l'exercice suivant en se basant notamment sur l'évolution des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation et en tenant compte de reports éventuels, en euros. Elles sont communiquées sans délai au ministre.

(6) Le volume de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat correspondant aux points de fourniture de la catégorie C est à limiter à un pourcentage tel que la contribution pour l'ensemble de ces points corresponde à 0,75 EUR par MWh.

(7) La contribution au mécanisme de compensation applicable aux points de fourniture de la catégorie B résulte d'une répartition de 40% du volume subsistant de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat entre l'ensemble des points de fourniture de la catégorie B.

(8) La contribution au mécanisme de compensation applicable aux points de fourniture de la catégorie A résulte d'une répartition du restant du volume de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat entre l'ensemble des points de fourniture de la catégorie A.

(9) Chaque gestionnaire de réseau respectivement fournisseur en cas de fourniture intégrée, doit indiquer la contribution au mécanisme de compensation séparément sur la facture destinée au client.

Art. 8. (1) Les points de fourniture qui sont alimentés à un niveau de tension d'au moins 65 kV ou qui affichent une consommation de plus de 20 GWh ou qui relèvent d'une entreprise grande consommatrice d'électricité peuvent être classés en catégorie C. Afin de faire classer un ou plusieurs points de fourniture en catégorie C, les entreprises concernées doivent faire parvenir par écrit la demande y relative au régulateur au plus tard avant le 30 septembre de l'année pour laquelle le taux de la catégorie C est sollicité, date après laquelle aucune demande ne peut plus être prise en considération. Sont à présenter les données de l'exercice précédant celui auquel la demande se rapporte.

(2) La demande doit contenir les éléments suivants:

- la raison sociale et l'adresse de l'entreprise;
- les informations permettant d'identifier le(s) point(s) de fourniture concerné(s);
- la consommation d'électricité et le niveau de tension par point de fourniture;
- une copie des factures d'électricité des points de fourniture concernés;
- l'identité du gestionnaire de réseau concerné;

et, lorsque la demande émane d'une entreprise grande consommatrice d'électricité:

- le chiffre d'affaires de l'exercice précédant celui pendant lequel la demande est présentée;
- le bilan de l'exercice précédant celui pendant lequel la demande est présentée;
- le calcul prouvant que l'entreprise est une entreprise grande consommatrice d'électricité.

Tous les éléments de la demande ainsi que, le cas échéant, le calcul prouvant que l'entreprise est une entreprise grande consommatrice d'électricité doivent être certifiés exacts par un expert-comptable.

(3) A la demande du régulateur, le demandeur fournit toutes informations complémentaires permettant au régulateur de procéder à l'évaluation de sa demande.

(4) Le régulateur procède à l'évaluation du dossier et décide sur base des pièces justificatives si le ou les points de fourniture concernés par la demande peuvent être classés en catégorie C.

(5) Les entreprises dont le ou les points de fourniture ont été autorisés de faire partie de la catégorie C par décision du régulateur doivent confirmer annuellement avant le 30 septembre qu'elles répondent toujours aux critères de classification en catégorie C. En ce qui concerne le statut d'entreprise grande consommatrice d'électricité, cette confirmation doit être certifiée exacte par un expert-comptable. En l'absence d'une confirmation le régulateur décide la perte du bénéfice de la catégorie C de l'entreprise concernée et en informe l'entreprise et les gestionnaires de réseau.

(6) Les entreprises nouvellement créées ne peuvent introduire une demande de classification en catégorie C qu'après une durée de fonctionnement d'une année civile entière. Si, sur base des informations transmises au régulateur en vertu du paragraphe (2), celui-ci décide que le point de fourniture concerné peut bénéficier du taux de contribution de la catégorie C, la différence entre la contribution réellement perçue au courant de l'année précédente et celle qui aurait été due si le ou les points de fourniture concernés avaient déjà été classés en catégorie C est remboursée directement à l'entreprise concernée par le régulateur depuis le compte de compensation.

Art. 9. Le régulateur établit un registre des points de fourniture classés en catégorie C. Il communique sans délai toute modification dans le registre aux gestionnaires de réseau pour la partie qui les concerne.

Chapitre V. Décompte du mécanisme de compensation

Art. 10. Le régulateur établit pour le 30 juin de chaque année au plus tard le décompte définitif pour chaque gestionnaire de réseau et lui transmet une facture ou une note de crédit. Le paiement de la facture ou de la note de

crédit intervient au plus tard dans les 30 jours à partir de son envoi. Passé ce délai, des intérêts moratoires égaux au taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre en question, majoré de sept points de pour cent, commencent à courir de plein droit et sans mise en demeure préalable jusqu'au jour du paiement définitif.

Art. 11. Pour le calcul du débit ou crédit d'un gestionnaire de réseau donné dans le cadre du mécanisme de compensation, le régulateur soustrait des coûts nets du gestionnaire de réseau concerné la somme des contributions au mécanisme de compensation facturées par ce dernier aux utilisateurs de son réseau.

Art. 12. (1) Si le solde du calcul prévu à l'article 11 est positif pour un gestionnaire de réseau donné, ce gestionnaire a un crédit portant sur ladite somme dans le cadre du mécanisme de compensation. Lors du décompte annuel, et dans la limite des crédits inscrits au compte de compensation, le régulateur versera cette somme sur un compte du gestionnaire de réseau en question. Le régulateur peut, sur sa propre initiative, verser, à partir du compte de compensation, une avance aux gestionnaires de réseau affichant un crédit.

(2) Si le solde du calcul prévu à l'article 11 est négatif pour un gestionnaire de réseau donné, ce gestionnaire a un débit portant sur ladite somme dans le cadre du mécanisme de compensation et il versera cette somme sur un compte indiqué par le régulateur. Le régulateur peut, sur sa propre initiative, demander aux gestionnaires de réseau affichant un débit, de verser une avance au compte de compensation.

Art. 13. (1) Les gestionnaires de réseau transmettent à la demande du régulateur et aux échéances fixées par lui toute information dont il a besoin dans le cadre de la gestion du mécanisme de compensation, notamment en ce qui concerne les contributions au mécanisme de compensation calculées par catégorie de clients. Dans toute hypothèse, ces informations doivent être communiquées par les gestionnaires de réseau au régulateur au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné. Elles sont à faire accompagner d'une attestation à établir par un expert-comptable et certifiant leur exactitude.

(2) En cas de non-communication par un gestionnaire de réseau dans le délai visé au paragraphe (1) des informations certifiées requises, le régulateur est habilité à recourir à des estimations nécessaires au calcul prévu au présent règlement grand-ducal. Ces estimations font foi jusqu'à preuve du contraire.

(3) Si lors du décompte annuel le régulateur constate que les indications de la part d'un gestionnaire de réseau sont incomplètes ou erronées, il prend comme base de calcul le volume annuel fourni par le réseau en amont, diminué de trois pour cent pour tenir compte des pertes sur le réseau de distribution et augmenté de la somme des productions d'électricité injectées directement dans le réseau du gestionnaire visé.

(4) Les indications sont considérées incomplètes lorsque la somme des consommations annuelles, déduction faite des injections qui se font directement dans le réseau du gestionnaire de réseau, s'écartent de plus de cinq pour cent du volume des fournitures annuelles renseigné par le gestionnaire en amont.

Art. 14. La révision annuelle du mécanisme de compensation doit être effectuée par un expert-comptable défini par le régulateur. Le rapport de révision doit être transmis au ministre au plus tard le 1^{er} septembre de l'année pour l'exercice précédent.

Chapitre VI. Dispositions abrogatoires

Art. 15. Le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un fonds de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité est abrogé.

Chapitre VII. Dispositions transitoires

Art. 16. (1) Les clients finals qui, entre le 1^{er} janvier 2001 et l'entrée en vigueur du présent règlement, ont été fournis en énergie électrique importée basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération, peuvent demander un remboursement pour les contributions à l'ancien fonds de compensation effectuées pour cette quantité d'électricité consommée. A cette fin, le client final doit présenter un certificat dûment approuvé par le régulateur qui prouve que:

- l'électricité importée concernée provient d'une source renouvelable ou d'une cogénération en vertu des directives 2003/54/CE respectivement 2004/8/CE et
- les garanties d'origine de l'électricité importée concernée ont été annulées par l'institution responsable du pays d'origine afin d'éviter une double commercialisation et
- l'électricité importée concernée correspondait dans son profil de production à tout moment de son injection dans le réseau électrique au profil de consommation du client respectif.

Tout remboursement est exclu lorsque l'énergie électrique importée concernée a déjà fait l'objet d'une comptabilisation dans son pays d'origine comme contribution pour remplir les engagements pris par ce pays en vertu des directives 2001/77/CE et 2004/8/CE. Le client final est tenu de transmettre au régulateur toutes les informations qui lui sont nécessaires pour faire cette vérification.

- (2) Pour chaque année a se situant entre les années 2006 à 2010 les modalités de remboursement sont les suivantes:
- Le montant du remboursement relatif à l'année a pour les clients finals qui importent de l'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération pour couvrir leurs propres besoins ne peut dépasser de plus de 110% le remboursement de l'année a-1.

- Les clients finals n'ayant pas importé de l'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération au cours de l'année a-1 peuvent bénéficier pour l'année a d'un remboursement pour l'énergie électrique importée basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération qui est plafonné à 10 MWh.

(3) Toutes les demandes de remboursement, accompagnées des certificats dûment approuvés pour le cas des demandes prévues par le paragraphe 1 du présent article, sont à présenter au régulateur par lettre recommandée endéans un délai de quatre semaines à compter de l'entrée en vigueur du règlement sous peine de forclusion.

Art. 17. Les coûts évités d'un gestionnaire de réseau pour la fourniture d'électricité lui cédée en vertu des contrats de rachat sont calculés sur base du prix du marché de gros tel que prévu à l'article 6 à partir du premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent règlement. Antérieurement à cette date, le prix à appliquer pour le calcul des coûts évités est celui du prix moyen pondéré pour une fourniture par des contrats d'approvisionnement grands volumes.

Chapitre VIII. Dispositions finales

Art. 18. Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et Notre Ministre des Communications et des Médias sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*
Jeannot Krecké

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

*Le Ministre des Communications
et des Médias,*
François Biltgen

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et notamment son article 5, paragraphe 2;

Vu l'avis du Collège médical;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 1^{er}. Sont reconnues les spécialités en:

1. Anesthésiologie
2. Allergologie
3. Anatomie pathologique
4. Biologie clinique
5. Cardiologie
6. Chimie biologique
7. Chirurgie dentaire, orale et maxillo-faciale (formation médicale de base et formation dentaire)
8. Chirurgie des vaisseaux
9. Chirurgie esthétique
10. Chirurgie gastro-entérologique
11. Chirurgie générale
12. Chirurgie maxillo-faciale (formation de base de médecine)
13. Chirurgie pédiatrique
14. Chirurgie thoracique
15. Dermatologie
16. Dermato-vénérologie
17. Endocrinologie
18. Gastro-entérologie

19. Gériatrie
20. Gynécologie et obstétrique
21. Hématologie biologique
22. Hématologie générale
23. Immunologie
24. Maladies contagieuses
25. Médecine interne
26. Médecine physique et réadaptation
27. Médecine du travail
28. Médecine nucléaire
29. Médecine tropicale
30. Microbiologie-bactériologie
31. Néphrologie
32. Neurochirurgie
33. Neurologie
34. Neurophysiologie clinique
35. Neuropsychiatrie
36. Ophtalmologie
37. Orthopédie
38. Oto-rhino-laryngologie
39. Pédiatrie
40. Pharmacologie
41. Pneumologie
42. Psychiatrie
43. Psychiatrie infantile
44. Radiodiagnostic
45. Radiologie
46. Radiothérapie
47. Rhumatologie
48. Santé publique et médecine sociale
49. Stomatologie
50. Traumatologie et médecine d'urgence
51. Urologie
52. Vénérologie.»

Art. 2. Notre Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié Mémorial.

Le Ministre de la Santé,
Mars Di Bartolomeo

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

Vu l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La deuxième phrase de l'article 24 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration est modifiée comme suit:

«A moins qu'une convention internationale ou bilatérale n'en dispose autrement, le ministre pourra en cas de doute portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire exiger que les documents à produire soient ou bien authentifiés par l'autorité locale compétente du pays d'origine de la personne concernée et légalisés par l'ambassade, ou bien munis de l'apostille prévue par la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.»

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Art. 3. Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Immigration,*
Nicolas Schmit

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

Loi du 11 avril 2010 portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 17 mars 2010 et celle du Conseil d'Etat du 23 mars 2010 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Le paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle est remplacé comme suit:

«(6) Le dossier, y compris, selon le cas, le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre de la Justice,
François Biltgen

Château de Berg, le 11 avril 2010.
Henri

Doc. parl. 6074; 2^e sess. extraord. 2009 et sess. ord. 2009-2010.

Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 fixant, pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, et notamment son article 2;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitres 1^{er}, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, et notamment son article 3;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard sont fixés comme suit:

a) Productions végétales (montant par hectare en euros)	
Blé tendre et épeautre	595 euros
Seigle	522 euros
Orge	497 euros
Avoine	344 euros

Mais-grain	527 euros
Triticale	446 euros
Autres céréales	298 euros
Légumes secs	182 euros
Pommes de terre de consommation	5.772 euros
Plants de pommes de terre	4.148 euros
Colza et navettes (y compris colza industriel)	427 euros
Plantes industrielles (maïs biogaz, sauf colza industriel)	1.063 euros
Légumes frais et fraises en culture de plein champ	6.519 euros
Légumes frais et fraises en culture maraîchère de plein air	17.519 euros
Légumes frais et fraises sous serre	72.131 euros
Fleurs et plantes ornementales (non compris les pépinières) de plein air	18.884 euros
Fleurs et plantes ornementales (non compris les pépinières) sous serre	122.275 euros
Semences de terres arables et autres cultures annuelles	619 euros
Plantations d'arbres fruitiers et baies	4.840 euros
Vignes cultivées par des exploitants produisant eux-mêmes le vin	22.681 euros
Vignes cultivées par des exploitants ne produisant pas eux-mêmes le vin	12.601 euros
Pépinières	11.384 euros
Champignons (pour cinq récoltes par an; euros par are)	15.777 euros
Jachère	-30 euros
Sapins de Noël et autres cultures permanentes	1.363 euros
b) Productions animales (montant en euros par unité de bétail)	
Chevaux de trait y compris poulains en propriété	-11 euros
Equidés (toutes catégories confondues) en pension	2.202 euros
Chevaux de selle y compris poulains en propriété	-99 euros
Bovins de moins de 1 an	102 euros
Bovins mâles de 1 an à moins de 2 ans	254 euros
Bovins femelles de 1 an à moins de 2 ans	147 euros
Bovins mâles de 2 ans et plus	-23 euros
Génisses de 2 ans et plus	32 euros
Vaches laitières	1.464 euros
Vaches allaitantes et vaches de réforme	102 euros
Ovins (femelles reproductrices) servant à la production de viande	48 euros
Ovins (femelles reproductrices) servant à la production de lait	283 euros
Caprins servant à la production de viande	71 euros
Caprins servant à la production de lait	214 euros
Porcelets 8 – 30 kg (par tête)	5 euros
Truies reproductrices de 50 kg et plus (porcelets inclus)	100 euros
Porcs à l'engrais > 30 kg (par tête)	12 euros
Porcs engraisés pour autrui (par tête)	16 euros
Autres porcs (par place)	29 euros
Poulets de chair (par centaine)	443 euros
Poules pondeuses (par centaine)	1.842 euros
Autres volailles (par centaine)	1.363 euros
Lapines mères	122 euros
Lapins à l'engrais	4 euros
Abeilles (par ruche)	82 euros
Daims (femelles reproductrices)	152 euros

Art. 2. La marge brute standard totale d'une exploitation calculée sur base des marges brutes standard des différentes spéculations fixées à l'article 1^{er} ci-avant est à augmenter:

- de l'aide accordée au titre du régime de paiement unique prévu au règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et de toute autre aide ou prime accordée en vertu du règlement modifié (CE) n° 1782/2003 précité;
- des aides individuelles allouées en faveur de l'agriculture biologique et de celles allouées en vue du maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores.

Les primes et aides à mettre en compte sont celles relatives à l'année précédant celle de la réalisation de l'investissement ou du fait générateur de l'aide.

Art. 3. Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,*
Romain Schneider

Palais de Luxembourg, le 14 avril 2010.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (exécution de la directive 2009/26/CE).

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le point a) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins est modifié comme suit:

«a) «annexes A, A1, A2, B, C, D»: les annexes de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins amendée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009.»

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 précité est modifié comme suit:

«Sont par conséquent d'application au Luxembourg les annexes suivantes de la directive 96/98/CE du Conseil:

Annexe A.1: Equipements pour lesquels il existe déjà des normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe A.2: Equipements pour lesquels il n'existe pas de normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe B: Modules d'évaluation de la conformité;

Annexe C: Critères minimaux devant être pris en compte par les Etats membres dans la notification des organismes;

Annexe D: Marquage de conformité.»

Art. 3. Lorsqu'un équipement, classé comme «nouvel article» dans la colonne 1 de l'annexe A.1 ou transféré de l'annexe A.2 à l'annexe A.1 a été fabriqué avant le 6 avril 2010 conformément aux procédures d'approbation de type déjà en vigueur avant cette date, il peut être placé sur le marché et à bord d'un navire battant pavillon luxembourgeois jusqu'au 6 avril 2012.

Art. 4. Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*
Jeannot Krecké

Palais de Luxembourg, le 14 avril 2010.
Henri

Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg, le 20 mai 1980. – Mise à jour de l'autorité centrale par l'Allemagne.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe que les coordonnées de l'autorité centrale en Allemagne en ce qui concerne l'Acte désigné ci-dessus ont été mises à jour comme suit dans une déclaration consignée dans une note verbale de la Représentation Permanente de l'Allemagne du 18 février 2010, enregistrée auprès du Secrétariat Général le 22 février 2010:

Autorité centrale:
(article 2)

Mise à jour des informations:
Bundesamt für Justiz
(Bureau fédéral de la Justice)
Zentrale Behörde
D-53094 BONN
Germany

Téléphone: +49 (228) 99 410 5212
Fax: +49 (228) 99 410 5401
Email: int.sorgerecht@bfj.bund.de
Internet: www.bundesjustizamt.de/sorgerecht
www.bundesjustizamt.de/custody-conflicts

Date d'effet de la déclaration: 22 février 2010.